



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 3, numéro 6

Janvier-Juin 2020

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

**FORCES DEMOCRATIQUES ALLIES (ADF) OUGANDAIS ET LA GEOPOLITIQUE
DE L'ISLAMISME DANS LA COURSE DU LEADERSHIP POUR LE CONTROLE
DES RESSOURCES NATURELLES AU CONGO-KINSHASA : COMPRENDRE LES
VIOLENCES EN TERRITOIRE ET VILLE DE BENI AU NORD-KIVU**

Anicet MBURA MBAHIKYA

Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques à l'Université
Pédagogique Nationale (UPN) et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives à l'Université
de Kinshasa (UNIKIN) en République Démocratique du Congo

RESUME

Dans cette réflexion, il est question de l'islamisation de la partie Est de la RDC à travers les Forces démocratiques alliées (ADF) de Jamil Mukulu et Seka Baluku. En effet, il est démontré que l'ADF est un mouvement d'opposition armée ougandaise qui s'est établi dans les massifs du versant Ouest de la Ruwenzori et dans la vaste jungle du territoire congolais de Beni. Depuis octobre 2014, le territoire et la ville de Beni, au Nord-Kivu De République Démocratique du Congo, reste le théâtre des violences teintées d'une cruauté sans nom et qui ont fait jusqu'à ces jours plus de 3000 morts, et plus de 2500 personnes kidnappées. Ces violences, exprimées par des massacres et enlèvements sont souvent mis sur le dos des islamistes terroristes ougandais des ADF. Les massacres perpétrés par ce groupe, auréolés de mystère, sont ponctués d'une économie politique des guerres des ressources naturelles à l'Est de la RDC, souvent sous la facilitation des milices locales, des militaires incontrôlés des Forces Armées de la RDC (FARDC) et de certains hommes d'affaires locaux.

Mots-clés : ADF, géopolitique, ressources naturelles, islamisme, leadership.

ABSTRACT

In this cogitation, we are talking about islamization of the eastern side of DRC through the Democratic Allied Strengths (ADF) of Jamil Mukulu and Seka Bakulu. In fact, It 's proven that ADF is an opposition movement

armed of Uganda which has established himself in the western side of the mountain ranges of Rwenzori and in the large part of Congolese territory of Beni. Since October 2014, the territory and Beni city in the Nord-Kivu's province in Democratic Republic of Congo remains the strong place of heartless violence without name, which caused till now 3000 dead people and more than 2500 kidnapped people. Those violence expressed by carnages and kidnappings sometimes are done by Islamic terrorist of Uganda who belong to ADF. Carnages done by that group which are mysterious, are made because of politics economy of natural resources wars in the eastern part of DRC, sometimes they are done by the help of local militias, DRC's militaries out of control and some local businessman.

Keywords : *ADF, geopolitics, natural resources, islamism, leadership.*

INTRODUCTION

Depuis le 2 octobre 2014, le territoire de Beni en province du Nord-Kivu connaît des nouveaux massacres et de kidnappings de plusieurs centaines des populations locales. Ces massacres perpétrés avec une extrême brutalité sont souvent mis sur le dos des rebelles ougandais des Allied Democratic Forces (Forces Démocratiques Alliées), ADF en sigle¹. Après plusieurs tentatives visant à endiguer ce phénomène de terreur, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), soutenues par la Brigade d'Intervention de la MONUSCO (FIB), lance l'opération Sukola I.

¹ KASEREKA M. R., « Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : Cas des territoires de Beni-Lubero », Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Université de Gent, 2010, p.152 et MBURA M. A., « Etat et violence politiques dans le processus de l'exploitation des ressources naturelles. Le Congo- Kinshasa à l'épreuve des réseaux de prédation minière sous les guerres de « libération-rectification », Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Sciences Politiques et Administratives, FSSAP, Université Pédagogique Nationale (UPN), Kinshasa, 2017.

Cette dernière a permis de déloger ces rebelles ougandais de leur Quartier général de Madina², et a finalement été au centre de leur dispersion dans les forêts autour de la ville de Beni. Malheureusement, depuis cette dispersion les islamistes ADF sont devenues plus virulents et agressifs contre les populations civiles et militaires en territoire et ville de Beni. Plus de 2500 personnes, sans distinction de sexe et d'âge, ont été massacrées et plus de 3000 déportées dans la jungle contrôlée par les islamistes ADF/MTM.

La réalisation de ce texte a été rendue possible grâce à une démarche de l'histoire immédiate et dont, l'entretien exploratoire a permis à nos enquêtés de coopérer et de s'exprimer ouvertement sur la question des violences en territoire et ville de Beni, sans arrière-pensée. En fait, cette technique a consisté en une phase importante, celle comprenant la partie qualitative de nos données de terrain. Il a été question à ce stade de nous entretenir avec une cinquantaine de personnalités dont vingt du secteur public, vingt des familles victimes de massacres en territoire et ville de Beni d'entre octobre 2014 et septembre 2018 ainsi que vingt autres de la société civile locale.

Les données recueillies auprès de ces différentes personnes ressources ont été complétées par une abondante littérature en lien avec les différents massacres enregistrés dans le territoire de Beni. Ce sont les publications scientifiques, les rapports d'enquêtes des ONGD, de la Société civile, du Groupe d'Etude sur le Congo (GEC), du Groupe d'Experts des Nations Unies, etc.

² Le camp de base des ADF appelé «Madina» était situé entre Oïcha, Eringeti et Kamango et consistait en plusieurs autres camps. La plupart des combattants et des personnes à charge vivaient à Madina II, subdivisée en quatre camps plus petits. Le chef des ADF, Baluku, vivait dans le camp Kajaju, tandis que Lumisa et PC Setongo vivaient dans le camp Bango. Les nouvelles recrues sont arrivées au camp Whisper, où elles ont suivi un entraînement de trois semaines avant d'être transférées au camp Kabila. Les camps de Madina II étaient situés sur des hauteurs. La plupart des champs agricoles des ADF étaient situés à Madina I, en particulier à proximité du camp de Dayusi, où la majeure partie de la nourriture était gardée. Les combattants étaient régulièrement envoyés de Madina au camp de Mapobu (environ 6 heures de marche) pour aller chercher des marchandises en provenance de Beni ou d'autres villes de la région.

La présente investigation cherche à esquisser d'abord le contexte historique de formation des ADF et des massacres contre les populations civiles dans le territoire et ville de Beni. Elle cherche ensuite à contribuer au discours de qualification des actes de violences perpétrés contre ces populations, avant d'élucider le rôle des Forces Armées de la RDC (FARDC) et Onusiennes dans la protection des personnes et de leurs biens dans cette partie du Congo-Kinshasa. Elle s'efforce également, à élucider le *modus operandi* utilisé par les massacreurs avant de chuter, in fine, sur les enjeux géopolitiques et géostratégiques au cœur de l'activisme sanglant de l'épiphénomène islamiste « ADF » dans le territoire de Beni.

I. AVENEMENT DES ADF OUGANDAIS EN RD CONGO : LEUR HISTORICITE DANS LES MASSIFS DU TERRITOIRE DE BENI

L'histoire des violences est très ancienne notamment, sur le flanc oriental des massifs du mont Ruwenzori, en territoire de Beni. L'activisme du phénomène « hommes léopards », les « vihoko-hoko »³ en langue locale, explicite comment de nombreuses personnes étaient tuées de manière insolite par des inconnus.

Paraphrasé par Arsène Mwaka, Paul Ernest Joset écrit à propos de ces « hommes léopards » ce qui suit : « les sociétés païennes africaines furent instituées pour renforcer et maintenir les traditions tribales, les coutumes et les croyances étaient en danger de se modifier ou de tomber en désuétude. C'est alors que des crimes sont commis, avec mise en scène, en vue de frapper l'imagination. Presque partout, la victime est assaillie lâchement, lorsqu'elle est sans défense. Elle porte généralement des entrailles au cou ou à la gorge ; les chairs sont arrachées, des mutilations sont commises (...).

Lorsque des indigènes, soit de Bulongo, soit de Masidongo, se rendent à la rivière Niawanga (qui forme la limite entre les terres des deux chefs) pour y faire leur provision d'eau, ils sont attaqués par quatre individus

³ MWAKA B. A., « Conflits, conflictualité et processus identitaire au Nord-Kivu. Comprendre l'institutionnalisation des violences », Thèse de Doctorat en Sciences Politiques et Administratives (SPA), EHESS, Université de Kinshasa, 2010, p. 314.

qui sont coiffés de peaux de singes et portent autour du corps une peau de léopard.

Ces individus s'emparent d'une ou de deux personnes et les emportent, en longeant le lit de rivière (ceci afin que ceux qui se mettraient à leur recherche ne puissent les suivre à la trace), dans un lieu tout à fait désert. Là, ils égorgent leurs victimes avant de les abandonnent, faisant croire ainsi que c'est le léopard qui a fait le coup. Plusieurs cadavres ont ainsi été trouvés, la gorge coupée, d'autres ont eu les deux bras sectionnés à la hauteur de l'épaule et chez certains même, tant chez les hommes que les femmes, les parties sexuelles ont été mutilées. Ces différents meurtres se commettent surtout pendant la journée ».⁴

I. 1. Du Rwenzururu Freedom Movement (RFM) au « National Army for Liberation of Uganda » (NALU)

N'étant pas une résurgence des fameux « hommes léopards » à Beni, le mouvement ADF-NALU est parti de l'essence d'une résistance des peuples Kondjo, les répondants des Nande congolais en Ouganda, soutenus par les Amba vers les années 1920. Ces revendications d'ordre sociopolitiques et identitaires en Ouganda avaient, comme objectif principal, l'autonomie des districts ougandais limitrophes de Kasese et Bundibugyo voisins aux collectivités de Ruwenzori et de Watalinga, deux entités du Grand-Nord de la province du Nord-Kivu.

C'est finalement dans cette partie frontalière du Congo-Kinshasa oriental et d'Ouganda qu'Isaya Mukiranya Kivanzanga va créer en 1954, un mouvement indépendantiste de l'espace Kondjo et Amba, le « Rwenzururu Freedom Movement »⁵, l'ancêtre des ADF-NALU. Mwanawavene présente l'essence de l'ancêtre de l'ADF/NALU en ces termes : « remontant aux sources historiques de cette milice ougandaise, sa genèse est à situer vers les années 1950, entant que mouvement de préservation de la culture Kondjo contre la domination Ntoro.

⁴ Ernest Joset, cité par *Ibidem*, p. 316.

⁵ *Ibidem*, p. 362.

Ce maquis d'Isaya Mukiranya a vite pris la teinture politique et se présente, au début des années 1960, comme le principal défenseur des intérêts des populations Bakondjo résidant sur des larges zones ougandaises qui regorgent des mines de cuivre ».⁶

Ce mouvement du Rwenzururu Freedom milite, entre autre, pour l'indépendance de cette région tournée, du point de vue culturel et organisationnel, plus vers le Grand-Nord congolais que vers Kampala. Après plusieurs réclamations appuyées par des memoranda adressés aux autorités ougandaises, le 30 Juin 1962, les leaders de ce mouvement proclamèrent l'autonomie effective de l'espace Rwenzururu.

Désigné le 30 juin 1963 par les différents chefs de clans comme roi du nouveau district localement proclamé, Isaya Mukiranya ne sera investi comme roi que le 30 juin 1965⁷, trois ans après la déclaration de son indépendance vis-à-vis du district de Toro.

Malheureusement, le régime ougandais dirigé par Milton Obote affrontera militairement ce nouveau royaume des Kondjo et, poussa ainsi ses leaders à l'exil dans les maquis du versant congolais du Ruwenzori, l'actuel bastion des ADF/NALU. Isaya Mukiranya sera malheureusement tué le 2 septembre 1966, et remplacé par un autre Kondjo Kinyamusithu, moins charismatique⁸ que son prédécesseur assassiné sur le territoire congolais.

C'est avec ce dernier que le mouvement va complètement sombrer jusqu'à 1975, lorsque Amon Basira, ancien vice-ministre et cadre de renseignement au sein du gouvernement Obote, exilé politique et protégé du régime Mobutu de Kinshasa, crée un nouveau mouvement le « National Army for Liberation of Uganda », le « NALU ». Cette milice s'abrite dans le même

⁶ KASEREKA M. R., « Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : Cas des territoires de Beni-Lubero », Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Université de Gent, 2010, p. 152.

⁷ MWAKA B. A., *Loc. cit.*, p. 363.

⁸ KASEREKA M. R., *Loc. cit.*, p. 152.

fief du maquis d'Isaya Mukiranya dont elle incorpore le reliquat dans ses rangs.⁹

A ce reliquat du Rwenzururu Freedom Movement, il faut ajouter les recrutés des milieux musulmans locaux et des camps des réfugiés ougandais situés dans les localités congolaises de Lume, de Bulongo et de Kasindi. Une fois constitué en une force importante, ce NALU sera l'enfant choyé en appui financier et logistique de la part de Kinshasa et de Nairobi et plus tard, de Khartoum et de la Lybie.

I. 2. Alliance des Forces Démocratiques Alliées et Armée Nationale pour la Libération de l'Ouganda (ADF-NALU) pour les premières opérations contre Kampala

Après le coup d'Etat qui plaça Idi Amin Dada au pouvoir en Ouganda, avec la bénédiction de Kinshasa, le 05 mai 1981, le nouveau régime ougandais reconnaît enfin l'espace Kondjo et Amba en deux districts distincts : Ruwenzori et Semliki que Godefrey Lukongwa, va plus tard débaptiser Bundibugyo et Kasese.

Dix ans après la chute du régime de Milton Obote II en 1986 au profit de Yoweri Museveni qu'il avait combattu depuis les élections de 1981, le royaume fini par être reconnu en qualité d'entité culturelle le 17 mars 2008 avec comme « Omusinga », le roi Charles Irema Ngoma.¹⁰

⁹ Après la chute du régime de Milton Obote en 1986 au profit de Yoweri Museveni, le responsable des services de renseignements du régime déchu, Amon Basira, ancien opposant au régime Idi Amin Dada, crée la Nalu à partir de Beni, une Ville limitrophe à l'Ouganda où il est exilé. Son mouvement va rassembler les fidèles de Milton Obote et d'Idi Amin Dada. En quête de soutiens et fort de ses précédents contacts avec le Rwenzururu, il va faire appel à Charles Wesley Irema Ngoma, sans toutefois obtenir le ralliement de l'ensemble des anciens combattants du mouvement entre 1980 et 1982. Il est rejoint officiellement et à titre individuel par Richard Tshinyamusitu, le commandant militaire du Rwenzururu.

¹⁰ Le 15 août 1982, Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly rejoint le gouvernement de Milton Obote comme chef des anciens du district de Kasese. L'administration ougandaise dans le royaume autonome de Rwenzururu devient alors le monopole des Bakonzo. Le royaume est finalement reconnu par le gouvernement ougandais en 2008. Le 19 octobre 2009, Charles Wesley Mumbere, fils de Charles Wesley Irema-Ngoma Willingly, est officiellement couronné Omusinga du royaume de Rwenzururu.

Pour le président ougandais Yoweri Museveni Kaguta, il faut désormais avoir une mainmise sur le vaste territoire du Bukondjo en octroyant à Charles Irema Ngoma tout un royaume. Finalement, ce royaume lui sera octroyé, sans l'un de ses leaders Richard Kinyamusithu qui a lutté pendant plusieurs décennies pour la cause et, qui serait assassiné par un commando ougandais la nuit du samedi 29 Juin 1991 vers 22 heures à Kavata Muramba dans la collectivité de Ruwenzori en R.D Congo.¹¹

Quatre ans après la mort à Beni de Richard Kinyamusithu, en septembre 1995, Youssouf Kabanda, un des dirigeants de l'opposition musulmane ougandaise armée, et Ali Ngaimoko, commandant de l'Armée Nationale pour la Libération de l'Ouganda (NALU) d'Amon Basira, scellent une alliance dénommée : « Forces Démocratiques Alliées–Armée Nationale pour la Libération de l'Ouganda (ADF-NALU) » conclue hors du territoire ougandais avec l'aide des services secrets soudanais et congolais (zaïrois).¹²

Cette alliance regroupe deux mouvements qui ont toujours été défaits par les Forces Populaires de Défense de l'Ouganda (UPDF). C'est après une série de défaites enregistrée sur le territoire ougandais que le nouveau mouvement va s'établir confortablement dans le territoire de Beni et un peu dans celui de Lubero où il sera rejoint dans ses rangs par les « combattants Kasindiens »¹³ d'André Kisase Ngandu ainsi que les anciens combattants de la rébellion Simba des années 64.

En 1996, avec l'avancée de la rébellion de l'AFDL, soutenue par les deux Etats amis, l'Ouganda et le Rwanda, les ADF-NALU opposants au régime de Kampala se retirent dans les massifs du Mont Ruwenzori pour organiser des raids sur le territoire ougandais. Le 13 novembre, ils lancent leurs

¹¹ MWAKA B. A., *Loc. cit.*, pp. 372-373, écrit à ce propos que bien des témoignages citent le Lieutenant-Colonel Kapay, Commandant des opérations qui aurait perçu une somme de 45.000 dollars du gouvernement ougandais. Cette somme d'argent serait convoyée par Madame Jeta Masika, une concubine d'un des Chefs coutumiers. Ce colonel des FAZ aurait laissé faire le commando ougandais au Zaïre en lui permettant de pénétrer dans la base militaire zaïroise où résidait Richard Kinyamusithu. Ce dernier sera conduit à Kavata la même nuit où il sera retrouvé mort le lendemain matin.

¹² *Ibidem*.

¹³ KASEREKA M. R., *Loc. cit.*, pp. 166-167.

premières opérations militaires en attaquant le poste frontalier de Mpondwe et en prenant le contrôle des villes de Mbarara et Bwera. Cette dernière, étant essentiellement habitée par les Bakondjo groupe ethnique majoritaire dans les rangs des ADF-NALU.

A partir du territoire congolais, ils s'infiltrèrent dans les districts ougandais de Kaborole, Bundibugyo et Kasese, où leurs premiers objectifs sont des postes de police et des bâtiments administratifs. C'est Youssouf Kabanda qui dirige le mouvement depuis Lubero, au Congo-Kinshasa, secondé par Jamil Mukulu et Chris Munyangongo alias commandant Benz qui, eux, dirigeaient toutes les opérations lancées contre l'Ouganda à partir du territoire congolais. Le rapport de Crisis group estime les effectifs des ADF-NALU en cette période entre 4000 et 5000 combattants.¹⁴

Entre juin 1997 et 2000, les forces des ADF-NALU organisent des opérations de grande envergure dans les districts précités et dans la capitale des institutions, Kampala. Ils vont s'illustrer par des exécutions sommaires, des mutilations, des enlèvements et l'installation des mines anti-personnelles dans les champs ainsi que sur les axes routiers ruraux. Plusieurs attentats à la bombe et à la grenade seront ainsi enregistrés à Kampala et dans ses environs.

Partant, avec le concours d'anciens combattants du Rwenzururu Freedom Movement (RFM) du vieux Isaya Mukiranya, l'armée ougandaise lance une large opération de ratissage des Monts Ruwenzori. C'est l'opération « Mountain Sweep » du 09 novembre 1999. Durant cette opération, un grand nombre de l'ancienne alliance ADF-NALU mais aussi certains de leurs commandants sont capturés ou tués par les hommes de Museveni. Par exemple, le 19 mai 2000, Ali Bwambale et Bihama Kule, respectivement secrétaire général et responsable des relations extérieures de l'alliance, ainsi que quatre autres commandants du groupe sont capturés par l'Armée Ougandaise.

¹⁴ International Crisis Group, « L'Est du Congo: La rébellion perdue des ADF-NALU », Rapport de l'ICG, dans *Briefing Afrique* n°93, Nairobi Bruxelles, Décembre 2012, p. 5.

Une année après, c'est-à-dire , en avril 2001, le quartier général des ADF-NALU est pris par l'armée, avant de tuer l'aide du camp de Kabanda ainsi que Wilson Kireru, dit Kilama, le Chef des équipes de reconnaissance, ainsi que Muloberyo Mukyeza Watoto, le chef des renseignements, au mois de mai de la même année.¹⁵

Les rescapés vont rejoindre leur bastion du versant-ouest du Ruwenzori où ils vont faire allégeance aux groupes armés opérant sur le territoire congolais, comme le RCD-Goma, le Mouvement Révolutionnaire Congolais (MRC)¹⁶ de Kakolele Bwambale alias « aigle blanc » en Ituri ainsi que certains mouvements Maï-Maï évoluant dans les territoires de Beni et de Lubero où des exactions horribles sont depuis lors, perpétuées contre les populations civiles. Il sied de noter que Kakolele est parmi les congolais, ougandais et rwandais qui sont visés par les sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

II. LES ADF ET LES MASSACRES DE BENI : ENTRE FORMATION D'UN « ETAT ISLAMIQUE » ET ERECTION D'UN « HUTULAND » EN RDC

Entre avril et juin 1999, les ADF-NALU ont perpétré sept attentats à la grenade ou à la bombe artisanale à Kampala.¹⁷ Les Nations Unies estiment qu'entre 1997 et 2001, 50 personnes sont mortes et plus de 200 ont été blessées dans les attaques terroristes conduites par les ADF-NALU à Kampala.

II. 1. Eléments préliminaires du mouvement à l'Est du Congo-Kinshasa

Depuis le 1^{er} novembre 2005, le Conseil de sécurité a en effet énuméré certains individus impliqués dans la commission des violations

¹⁵ *Ibidem*, p. 6.

¹⁶ Le MRC a été créé en Ouganda en mi – 2005 et a bénéficié des aides techniques et matérielles ougandaises et rwandaises, selon les témoignages concordants de la population et des militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo. D'ailleurs, il a été révélé que plus de dix milles hommes de ses troupes ont été en formation en Ouganda. Le MRC n'est pas une milice mais plutôt une rébellion créée et organisée en Ouganda par des mystérieux évadés du centre pénitentiaire de Makala à Kinshasa, ayant transité par Goma et Kigali. C'est cas de son Président, le général Kakolele Bwambale.

¹⁷ Crisis Group note que les ADF-NALU organisent des attentats les 10, 11 et 25 avril 1999 puis les 1, 7, 8 et 30 mai 1999. Ces attentats firent onze morts et 42 blessés.

graves des droits de l'Homme à l'Est du Congo-Kinshasa et concernés par les sanctions visant à restreindre leurs transactions financières et liberté de mouvement.¹⁸ Quelques années plus tard, en 2011, les Etats-Unis ont finalement inscrit les ADF et de Jamil Mukulu, l'homme porteur d'une dizaine de passeports, sur la liste des organisations terroristes.

Le 12 octobre 2011, le Conseil de Sécurité des Nations Unies inscrit Jamil Mukulu sur la liste des personnes visées par les sanctions de la résolution 1533, suivi par l'Union Européenne le 02 décembre 2012¹⁹. Ces sanctions sont conséquentes aux nombreux rapports des Nations Unies et des services de sécurité ougandais et congolais sur l'éventuelle présence de Somalis au sein des ADF, imputées depuis le 4 décembre 2007 d'un groupe important de deux cents combattants et les sept derniers chefs de la composante NALU, favorables à l'amnistie leur proposée par l'ougandais, M. Yoweri Kaguta et au programme de Désarmement Mobilisation, Rapatriement, Réinstallation et Réinsertion (DDRRR) de la MONUC. Il est donc important de souligner que c'est à partir de cette date que Jamil Mukulu, déjà chef militaire des ADF-NALU, devint le chef suprême des ADF.

Se replaçant dans l'histoire récente de formation des mouvements terroristes dans le monde et des oppositions armées, les recrutements des membres vont toujours au-delà des frontières des Etats contre lesquels, les actions sont menées.

Selon plusieurs témoignages de terrain, les phénomènes ADF ougandais sont essentiellement constitués d'Ougandais, des Congolais, des Rwandais, des Tanzaniens, des Somaliens, etc.²⁰ Cette information est confirmée par certains prisonniers des ADF, arrêtés par les FARDC lors des opérations Sokola I.

¹⁸ Il s'agit notamment du Nande Frank Kakolele Bwambale, les Ituriens Jérôme Kakwavu, Germain Katanga, Thomas Lubanga, Kawa Panga Mandro, Matthieu Cui Ngudjolo et Floribert Ngabu, Douglas Mpano, les Rwandais FDLR Sylvestre Mudachumura et Docteur Ignace Murwanashyaka, les généraux et colonels tutsis du CNDP Laurent Nkunda, Jules Mutebusi et Bosco Ntaganda.

¹⁹ International Crisis Group, *L'Est du Congo... op. cit.*, p. 7.

²⁰ *Ibidem*.

Selon ces prisonniers de guerre, le haut-commandement des ADF est composé d'Ougandais, Rwandais, Burundais, Tanzaniens, Erythréens, Tchadiens, Mozambicains etc., les langues parlées pendant les opérations sont celles présentées dans nos précédentes lignes, contrairement au Sud de Lubero où, les tueurs usent essentiellement le Kinyarwanda et une langue proche du Kinande, pour brouiller le jeu. Sachant que celles qui seraient les plus entendues lors de différentes actions des massacreurs sont successivement le kiswahili, le kinyarwanda, le français, le luganda et l'Arabe.²¹

Plusieurs autres rapports renseignent qu'entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2014, lors des attaques sur 35 villages du territoire de Beni par des combattants des ADF, au moins 237 civils ont été victimes d'exécutions sommaires, 47 autres d'atteintes à leur intégrité corporelle, deux victimes de viol, au moins 20 civils ont été enlevés, et un nombre indéterminé de maisons ont été pillées et incendiées.²²

Ces attaques sont perpétrées avec cruauté, grande brutalité, terreur et violences inouïes. Les auteurs ciblent de manière indiscriminée hommes, femmes et enfants, jeunes et vieux. Plusieurs victimes sont tuées à la machette, hache, marteau, grosse pierre, gourdin afin de produire moins de bruit et d'étouffer tout alerte. Les plus forts et résistants, sont directement fusillés sans aucune forme de procès.²³

²¹ Groupe d'Etude sur le Congo (GEC), « Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur. Aperçu de la vie et des opérations d'un mystérieux groupe armé djihadiste », Centre de coopération internationale, Université de New York, Novembre 2018, p. 19. Une jeune fille, faite prisonnière par un groupe de tueurs, et qui a réussi à s'échapper, témoigne que les membres de son groupe se présentaient comme membres de la NALU, jamais comme faisant partie des ADF, malgré leur appartenance à l'Islam. Elle déclara que certains membres du mouvement parlaient le kinyarwanda et d'autres le kiswahili, notamment, maman Sarah, qui commandait le groupe des femmes et qui se faisait appeler «combattante ».

²² MONUSCO, « Rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme sur les violations du droit international humanitaire commises par des combattants des Forces alliées démocratiques (ADF) dans le territoire de Beni, province du Nord-Kivu, entre le 1er octobre et le 31 décembre 2014 », Rapport du BCHNUD, Mai 2015.

²³ Entretien avec M. Kagheni Mbusa., commerçant de Beni et rescapé des horribles massacres de Rwangoma, en séjour à Kinshasa, le 18 août 2016.

Les massacreurs terroristes ADF visent principalement la tête des victimes pour ne pas leur laisser la chance de survivre. Certaines victimes sont décapitées, après avoir été ligotées. Les assaillants incendient villages entiers après les attaques et certaines victimes sont ainsi brûlées vives dans leurs cases.²⁴

Dans la même logique, le décompte des 551 morts repris dans le rapport du GEC ne comptabilise pas les 20 morts de Kikingi-Kamango en 2013.²⁵ Hormis les massacrées du mois août 2016 qui ont compté plus ou moins 120 personnes à Rwambara. Ils donc sont très nombreux, les cas d'exécutions non listés dans les massacres de Beni. Le cas que nous avons-nous-mêmes vécu en famille est celui de monsieur Kakule Chrysostome et de son épouse Kavuo Mbura, massacrés tous deux à coups de machette à

²⁴ Entretien avec M. Kakuru Mukuvi, acteur de la société civile du Nord Kivu, sur le mode opératoire utilisé par les ADF dans les massacres de Beni, Kinshasa, le 14 août 2016. Le rapport produit par le Kyaghanda de Beni-ville sur les massacres d'entre décembre 2013 et juillet 2016, présente des détails émouvants sur le nombre des tués. A titre d'exemple, dans la nuit du 11 au 17 décembre 2013 sur l'axe Mwenda-Kikingi, au pied du Mont Ruwenzori (13 morts), dans la nuit du 09 octobre 2014 à Oïcha (60 morts), le 15 octobre 2014 à Beni (31 morts), le 17 octobre 2014 à Eringenti (24 morts), le 1er novembre 2014 à Beni (Munzambaye, Kasinga et Builu : 19 morts), la nuit du 20 novembre 2014 à Tipomba, Masulukwede et Vemba (120 morts dont 62 corps non identifiés et 58 corps identifiés), dans la nuit du 06 au 07 décembre 2014 à Manzanababo et Ahili (38 morts), dans la nuit du 03 au 04 février 2015 à Kididiwe (21 morts), le 15 avril 2014 à Matiba / Kanana (11 morts), le 13 mai 2015 à Katimadoko (10 morts), dans la nuit du 14 au 15 Juillet 2015 à Kakuku, Tsingamuviri et Makulukulu (11 morts) le 3 mai 2016 à Baingatsu-Luna (17 morts), le 29 novembre 2015 à Eringeti (13 morts) . Alors que la Monusco estime que 482 civils ont été tués entre octobre 2014 et janvier 2016, le Journal Rafiki (n°16) passe en revue les noms des 544 victimes retrouvées et identifiées entre le 2 octobre 2014 et le 24 décembre 2015, sans compter les disparus (corps non retrouvés), les anonymes et les victimes de balles perdues durant les affrontements rangés entre un groupe rebelle encore anonyme et les FARDC. Par exemple : 5 morts par balles perdues le 13 juin à Mayimoya, 3 civils tués par balles perdues le 26 juin 2015 à Mayimoya), et bien d'autres cas au cours des affrontements du 9 au 10 septembre 2015 à Mamove (18 km de Mbau), du 22 au 23 septembre à Kokola, du 24 septembre 2015 à Mayangose, du 12 au 13 octobre 2015 à Oïcha, etc.

²⁵ Lire à ce propos le Rapport de Groupe d'Etude sur le Congo (GEC), « Qui sont les tueurs de Beni ? », Rapport d'enquête N°1, Mars 2016, p. 37.

Mukoko dans les confins de la cité d'Oicha en territoire de Beni, vers 16 h30.²⁶

L'assassinat de notre oncle paternel Sipiri Mbahikya, par balle et à coups de machette à Bamulyoma, 25 kilomètres de la cité d'Oicha, en septembre 2016, sont illustratifs. Nombreuses sont les organisations de la Société civile qui évaluent ces massacres à plus de 2500 personnes tuées et 2000 autres kidnappées à la date de décembre 2016.²⁷

Faut-il rappeler que le *modus operandi* utilisé par les forces massacreurs, apparent à celui utilisé par les génocidaires interahamwe rwandais de 1994, permet de tuer un maximum de personnes en un temps très réduit et de disparaître dans la nature sans être aperçu. La majorité des attaques a souvent lieu au coucher du soleil, lorsque les populations rentrent des travaux champêtres.

C'est en effet, lors d'opérations de ratissage et d'enquêtes lancées par les autorités politico-militaires que les FARDC arrêteront entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2014 à Beni, au moins 300 personnes, dont 33 militaires de l'armée nationale.

Parmi les civils soupçonnés à tort ou à raison, de collaboration avec les ADF, les commerçants locaux et certains membres des partis politiques de l'opposition congolaise, évoluant dans le milieu.²⁸ Mais au-delà de ces arrestations qui n'ont pas suffisamment prouvé la collaboration de ces compatriotes politiques et hommes d'affaires dans ces massacres, qu'est-ce

²⁶ Alors qu'ils revenaient du champ à Mukoko, en date du 12 décembre 2015, ces membres de famille croisent sur leur chemin des hommes, femmes et enfants armés de machettes, hâches, gourdins et un fusil. Ils vont décapiter Kakule, avant de violer et tuer à coups de machettes son épouse Kavugho Mbura.

²⁷ Entretien avec M. Beryck Kasereka Vagheni., Président de la cellule de Recherche au CAPE-Grands Lacs, une ONG œuvrant dans le domaine de protection de l'environnement dans le territoire de Beni.

²⁸ Groupe d'Étude sur le Congo (GEC), « Massacres à Béni : Violence politique, dissimulation, et cooptation », septembre 2017; Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 du Conseil de sécurité », S/2016/644, Annexe 57.

qui est au cœur de motivations effrénées des ADF à contrôler à tout prix ce territoire limitrophe à la République ougandaise ?

II. 2. De l'ADF/NALU à l'émergence de l'Etat Islamique en territoire de Beni

Les atrocités qui avaient caractérisé les premières attaques des ADF-NALU sur le sol ougandais, démontraient déjà une certaine identité de ce mouvement. Leur *modus operandi* dans les villes de Kampala, Kasese, Bwera, etc. poussera le gouvernement ougandais à présenter ce groupe comme une menace islamiste connectée à des réseaux terroristes régionaux et dénonce un axe al-shabaab/ADF. Au Congo-Kinshasa, un ADF capturé lors des attaques rebelles du nom de Apaukaw Afswege, originaire de Linzosisene en territoire de Beni, avoue que les commandants ADF ont su convertir tous les recrutés et les kidnappés civiles et militaires aux exigences de la charia.²⁹

Le journal les coulisses, un bimensuel paraissant dans la ville de Beni, étaye au mieux cette question d'islamisation des violences dans cette partie du pays. Il note qu'« Au début, les ADF/MDI³⁰ se méfiaient des Congolais même alors qu'ils s'entraînaient souvent ensemble. Peu après, ils commenceront à les utiliser dans d'autres domaines, notamment dans le business. Ce business va du petit commerce pour leur ravitaillement en vivres jusqu'au gros business. De la sorte, ils ont séduit la population locale. Les liens de mariage et de cohabitation les ont poussés à s'abstenir d'extorquer les populations congolaises.

²⁹ Kahindo Mwanando Docile, Secrétaire permanent du CAPE-Grands-Lacs, entretien réalisé à Kinshasa, le 13 août 2016.

³⁰ L'ADF/Muslim Defense International (MDI), après son implantation dans le Nord-Kivu, s'est résolu de prendre une connotation et dimension internationale en recrutant de jeunes volontaires, rapporte une source. Des jeunes garçons et filles, des enfants, des femmes et des hommes sont recrutés à coup de dollars USD pour revivifier la foi islamiste dans tous les Etats de la Région. Ils reçoivent une formation rigide sur le maniement des armes et explosifs et un enseignement de la foi islamique basé plus sur la notion de l'ennemi à combattre et sur la Shari'a, la charte qui lie le prince à ses sujets. Texte disponible sur le site web : <http://www.echosafrique.com/20150214-nord-kivurdc-le-jihadisme-une-realite-incontestable-et-un-danger>, consulté le 25 Novembre 2019.

C'est en 2006 que les ADF/MDI accentuent les enseignements sur le jihad dans le Grand nord. Des jeunes congolais de Beni et Lubero y sont recrutés moyennant un jeton de 100 dollars américains chacun ; d'autres sympathisants sont notamment les nombreux déserteurs des FARDC et les démobilisés des différents mouvements rebelles et groupes Mai-Mai. Des jeunes portent des soutanes dans les villes de Beni et de Butembo. Les jeunes, formés en renseignement sont infiltrés dans les services de défenses et de sécurités congolais comme informateurs rassurants des ADF.

C'est d'ailleurs pourquoi, « l'argent circule donc librement »³¹ dans ce coin du pays. Le recrutement est aussi organisé à Goma au Nord-Kivu et à Uvira du Sud-Kivu, deux terrains vierges et fertiles. Avec l'arrivée de Moussa Tchadien, jeune frère de l'ancien président tchadien Hussein Habré, les recrutements s'accroissent.³² Officiellement Moussa Tchadien est grand acheteur des minerais au Nord-Kivu. Des réunions se tiennent souvent dans des mosquées le dimanche après la prière réunissant des jeunes garçons de 25 à 30 ans.³³

Toujours dans le cadre du recrutement de ces combattants, hormis les milieux islamistes de la Région des Grands Lacs africains, ces véritables pépinières des ADF, un autre type de recrutement est celui organisé par les anciens officiers des mouvements armés ayant intégrés les FARDC par le fameux programme de « brassage-mixage ».³⁴

Lors de notre passage dans le Grand-Nord et à Goma en septembre 2016, il nous a été relevé des défections d'un nombre important de ces officiers au sein des Forces armées de la République acquis à la cause ADF. Ces derniers s'emploient à recruter les jeunes de leurs milieux d'origine.

³¹ Les Coulisses., « Le jihadisme, une réalité incontestable et un danger », dans *Les Coulisses*, Bimensuel francophone indépendant spécialiste des Grands Lacs, n°273-274 du 20 janvier au 20 février 2015, p. 10.

³² *Ibidem*.

³³ *Ibidem*.

³⁴ BERGHEZAN G., « Forces armées de République Démocratique du Congo : le chaos institutionnalisé ? », Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, janvier 2014.

Parmi eux, le colonel tutsi Richard Bisambaza³⁵, qui serait le maillon central du recrutement dans le pays voisins et dans son espace ethnique à l'Est du Congo-Kinshasa.

Ce colonel rwandophone tutsi était, Commandant intérimaire du premier secteur des FARDC à Beni, ainsi que quelques officiers et une centaine d'éléments de l'armée congolaise ont fait défection le lundi 12 août 2013 dans la soirée à Beni. Ces déserteurs avaient emporté avec eux une importante quantité de munitions avant de se retirer dans la brousse à Samboko, un village situé à environ 90 kilomètres au Nord-Ouest de Beni.

Tout est parti, du refus du colonel Richard Bisambaza de se rendre à Kinshasa pour répondre à une convocation de sa hiérarchie. Soupçonnant un châtiment de ses chefs hiérarchiques, le colonel déserteur va donc décider de se retirer à Eringeti, à environ 60 kilomètres au Nord-est de Beni. C'est dans ce village, indiquent nos sources, qu'est déployé le 807^{ème} régiment des FARDC, une unité dirigée jadis par le colonel Tutsi Bisambaza avant qu'il n'assume l'intérim du commandant du premier secteur de l'Armée nationale congolaise à Beni.

En outre, des cours sur le jihad sont dispensés par Abudjihadi Moussa. La mosquée de Katindo sert de foyer de recrutement des enfants sous le contrôle de Shahibu et Sadi Suède Kenyatta. Puis Ndosh³⁶, un quartier périphérique de la même ville de Goma. En 2009, le jihad (...) se connecte aux ADF/MDI.³⁷

Un réseau d'informateurs et de fournisseurs des ADF s'installe sur des campus achetant des syllabus pour les étudiants. Les fonds proviennent de la Turquie. Cheik Muzamini et Moussa Tchadien coordonnent les fonds. On crée une école coranique. Ceux qui rejoignent la jungle du Ruwenzori sont

³⁵ International Crisis Group., *L'Est du Congo... op. cit.* Le 9 novembre 1999, avec le concours d'anciens combattants Rwenzururu, l'armée ougandaise lance une large opération de ratissage des monts Ruwenzori : l'opération Mountain Sweep. Durant cette opération, un grand nombre de combattants ADF-NALU, mais surtout certains de leurs commandants sont capturés ou tués.

³⁶ Les coulisses, Le jihadisme,... *art. cit.*, p. 10.

³⁷ *Ibidem.*

formés à l'endurance, à l'épreuve et au secret.³⁸ Le Secrétaire général adjoint de l'ONU soutient cette thèse, lorsqu'il note clairement que « la priorité absolue dans la période actuelle, c'est les ADF qui ont commis trop d'horreurs au cours de six mois écoulés. « Vous savez qu'ils ont des liens maintenant avérés avec les Shebaabs somaliens et ils importent des technologies, des modes opératoires qui sont tout simplement abominables ». ³⁹

Depuis, les hommes du terroriste Jamil Mukulu ont cessé d'être un problème congolo-ougandais pour prendre une dimension internationale en tant qu'élément de la nébuleuse islamiste radicale en Afrique de l'Est.⁴⁰ Désormais tous les pays de la Région sont, dans une certaine mesure, concernés par l'entreprise des Forces Alliées Démocratiques, notamment, les recrutements des jeunes.

En Ouganda, par exemple, le recruteur accompagne soit ses recrues jusqu'aux positions des ADF, soit il les confie à quelqu'un d'autre, souvent à Kampala, et éventuellement dans d'autres villes le long des itinéraires par lesquels le groupe armé transporte ses recrues.⁴¹ Aux dires de certains enquêtés, l'itinéraire le plus emprunté par les recrues depuis l'Ouganda part souvent de Kampala, en passant par le district de Kasese, dans l'ouest de l'Ouganda, puis par les villes frontalières de Bwera en Ouganda et de Kasindi

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ Groupe d'Etude sur le Congo, Qui sont... *Loc. cit.*

⁴⁰ Lire les paragraphes 13 et 15 (2005) telles que prorogées au paragraphe 3 de la résolution 1952 (2010) du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 28 Novembre 2011 et le Règlement d'exécution (UE) n°7/2012, dans *Journal Officiel de l'Union Européenne*, 7 Janvier 2012.

⁴¹ Le transport de personnes recrutées par «le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité» répond à la définition de la traite des personnes aux termes de l'alinéa a) de l'article 3 du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Certaines recrues ralliant volontairement les ADF, la qualification de traite n'est pas applicable dans tous les cas. Il est néanmoins clair que les ADF pratiquent la traite des personnes.

au Congo-Kinshasa, pour aboutir finalement dans le territoire ou ville de Beni.⁴²

Un deuxième itinéraire partait de Kampala et traversait le sud-ouest de l'Ouganda et le Rwanda pour aboutir à Goma. De là, les recrues étaient transportées vers le nord via Butembo et Beni à partir de la mosquée de Ndosho. A Beni, elles sont transportées nuitamment, souvent à moto mais aussi parfois en voiture, jusqu'à un point de rendez-vous situé le long de la route Beni-Mbau-Kamango.⁴³ Là, des soldats armés des ADF les emmenaient dans la forêt jusqu'à leur camp. Un troisième itinéraire, moins emprunté que les deux autres, partait de Kampala et passait par Fort Portal, Bundibugyo et, de l'autre côté de la frontière, par Nobili et Kamango, d'où les recrues étaient conduites en brousse.⁴⁴

Le quatrième itinéraire enfin, part de la partie Sud de l'Ouganda et l'Est du Rwanda pour la ville de Dar Es Salam pour Kigoma avant d'atteindre Bukavu via la ville transfrontalière d'Uvira au Sud-Kivu, où le convoi passe un ou deux jours à la mosquée d'Uvira. Il sied de noter qu'à partir de la ville d'Uvira, le convoi soit prend soit l'itinéraire du Rwanda pour atteindre Goma par la ville rwandaise de Gisenyi, soit faire le lac Kivu pour rejoindre Goma.

A partir de Goma, les membres du convoi sont directement conduits à la grande mosquée de Ndosho⁴⁵ où ils sont prise en charge par les imans pendant deux, trois ou quatre jours, avant de s'engager sur la route Goma-Butembo-Beni jusqu'à atteindre la jungle de Beni.⁴⁶

Nombreux sont ceux qui pensent que, ce qui se passe à Beni ressemble à une conspiration ancienne qui serait en train d'être matérialisé soit par les mouvements des populations rwandophones Hutu vers les régions

⁴² KAKULE V. E., Entretien organisé sur les stratégies de recrutement des jeunes par les Imans des différentes mosquées de la ville de Goma, Goma, le 22 juillet 2018.

⁴³ Les coulisses, Le jihadisme, ... *op. cit.*, p. 10.

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ MUMBERE I., « Entretien sur la problématique de la présence des ADF dans le Grand Nord du Nord-Kivu et sur leur manière de recrutement », Goma, le 22 Juillet 2018.

⁴⁶ KAKULE V. E., Entretien... *loc. cit.*

de Tchabi et Boga en province de l'Ituri, soit par la présence des terroristes islamistes ADF, et qui œuvreraient au Congo-Kinshasa avec la complicité de certains hauts responsables politico-militaires affairistes.

C'est d'ailleurs pourquoi, dans le dernier message avant son assassinat, le Père assumptionniste Nande Machozi écrivait que : « Les tuniques des musulmans aident la diversion qui tend à masquer la face rwandaise de l'occupation pour faire avancer la thèse de l'islamisme El Shebaab ou Boko Haram qui n'a jamais convaincue un seul Congolais tellement la face du Rwanda est visible partout... ». ⁴⁷

Pourtant, le vice-président de la société civile du Nord-Kivu, M. Omar Kavota, décrit lui également les auteurs de ces massacres comme « NALU-ADF-AL Shebaab » à la radio et dans les correspondances privées de la sécurité. Les journalistes locaux, à l'instar de Kibel Bel Oka, ont souvent rapporté que les combattants portent des turbans et crient souvent « Allah Akbar ». Cette thèse de présence d'islamistes El Shebaab dans ce qui se passe à Beni reste la plus controversée localement.

Pour la population victime de la barbarie meurtrière, les massacres de Beni répondent au vœu de puissances impérialistes qui veulent à tout prix pousser les Nande, souvent taxés d'hostiles au fameux projet de balkanisation au Congo-Kinshasa afin de créer un espace vital, un « déversoir » du trop-plein des populations Hutu du Rwanda. Le rapport, du Groupe d'experts des Nations Unies corrobore bien avec la position des populations locales, lorsqu'il note qu'il ne dispose d'aucun élément de preuve crédible montrant l'existence de liens, y compris récents, entre les ADF et des

⁴⁷ Concernant l'assassinat du Père Assumptionniste Machozi, lire Le segretain Claire, « Un assumptionniste congolais assassiné en RD. Congo », disponible sur <http://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Un-assumptionniste-congolais-assassine-RD-Congo-2016-03-21-1200748111>, consulté le 10 août 2018, consulté également <http://benilubero.com/lheure-des-revelations-sur-lassassinat-du-pere-vincent-machozzi-et-les-massacres-de-beni>.

groupes terroristes étrangers, dont Al-Qaida, le mouvement des Shebaab ou Boko Haram.⁴⁸

Sur plus de 140 groupes armés recensés dans les provinces orientales du Kivu, les islamistes ADF Ougandais restent l'un des plus anciens, le plus virulent et mystérieux. Selon plusieurs sources, ils se composeraient de près de 300 éléments auxquels s'ajoutent une centaine de femmes et d'enfants soumis à un enseignement coranique dans une interprétation radicale et à des entraînements militaires.⁴⁹

C'est « depuis 2016, qu'il est soupçonné la présence des djihadistes venus de la Tanzanie et de la Somalie dans les maquis des ADF ». Des témoignages concordants qui soutiennent cette donne djihadiste dans ce qui se passe à Beni sont légion. Le Major Jimmy Ntuba, natif du coin confirme bel et bien la présence islamiste et djihadiste dans les massacres de Beni⁵⁰. Cet officier de la Police Nationale Congolaise des frontières illustre cette présence islamiste par le cas flagrant de son propre cousin, M.Amza Katsambya⁵¹, un jeune intellectuel Nande qui a été recruté par les ADF, comme futur instructeur du coran. Ayant étudié et terminé ses études coraniques avec la bourse des islamistes, ce dernier va se faire recruter à la Monusco, comme sensibilisateur contre l'adhésion des jeunes Nande à la cause des ADF.

Foulant au pied les accords signés avec ses anciens bienfaiteurs, il sera assassiné en pleine journée dans la ville de Beni.⁵² L'arrestation et la

⁴⁸ Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité », S/2015/19, 12 janvier 2015, p. 5.

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ NTUBA J., « Entretien sur l'islamisation du mouvement ADF dans le territoire de Beni », Goma, le 17 et 18 Juillet 2018.

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² *Ibidem*.

⁵² Groupe d'étude sur le Congo (GEC), *Le groupe rebelle... Loc. cit.*, p. 20.

⁵² TILOUINE J. et MADJID Z., « Etat islamique revendique sa première attaque en République démocratique du Congo », in *Le Monde*, 19 avril 2019. Disponible sur le https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/19/en-rdc-l-etat-islamique-revendique-sa-premiere-attaque-et-l-etablissement-d-une-filiale_5452690_3212.html.

comparution à Beni des imans Djibril et Amza de la grande mosquée de la ville commerciale de Butembo, recruteurs et formateurs des ADF, le prouve également en suffisance entre les mois d'août et Septembre 2016.⁵³ Le rapport de GEC confirme finalement ce djihad dans les massacres de Beni en reprenant les propos d'une vidéo du message des ADF, en ces termes : « Le djihad est notre voie et nous méprisons quiconque la déteste. Nous sommes convaincus que nous irons au paradis, et tout ce que cela requiert de poursuivre la résistance ».⁵⁴

En effet, le pouvoir politique de Kinshasa a également tenté pendant longtemps de convaincre sur le risque de mutation des ADF en un « mouvement djihadiste », exhortant, en vain, la communauté internationale à soutenir sa « guerre contre le terrorisme » dans les forêts surplombant le territoire de Beni, à l'Est du Congo-Kinshasa.⁵⁵ Ce qui fut interprété comme une manière de détourner l'attention des partenaires du Congo-Kinshasa à l'égard du régime de Joseph Kabila accusé d'exactions, de répressions de manifestants et de vouloir se maintenir au pouvoir.⁵⁶

En septembre 2017, le général-major Léon Richard Kasonga des FARDC, indiquait que les massacres de Beni-territoire et Beni-ville sont l'œuvre d'une vaste « coalition terroriste internationale » regroupant des combattants ougandais, rwandais, burundais, kenyans, tanzaniens, sud-africains, mozambicains et « autres renégats œuvrant à partir de certains pays voisins ».⁵⁷

Selon lui, leur zone d'activité au Congo-Kinshasa était, outre Beni, Uvira et Fizi (Sud-Kivu) et l'Ituri (Dans Grand-nord du Nord-Kivu, toujours le long de la frontière ougandaise). Une année plus tard, cette déclaration de l'armée sera confirmée par le président congolais, Joseph Kabila lors de son

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ RIGAUD C., « République Démocratique du Congo : Le Daesh et les ADF se rapprochent au Nord-Kivu », disponible sur <http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-daesh-et-les-adf-se-rapprochent-au-nord-kivu/>.

intervention, en décembre 2018, devant le journaliste du journal Belge Le Monde, en ces mots : « C'est un mouvement terroriste. C'est la vérité. Ils sont recrutés dans la région et sont radicalisés. C'est ça la vérité. Ils ont le même mode d'action que Boko Haram ou les Shebaab ».

C'est finalement en avril 2019 que la thèse islamiste des ADF sera confirmée, notamment avec la première revendication des attaques perpétrées contre les installations des FARDC à Bovota, non loin de Kamango, en territoire de Beni par l'Etat Islamique (EI). Deux messages de l'agence Amaq, l'organe de propagande du groupe terroriste, affirment que des « combattants de l'Etat islamique » ont participé à l'attaque d'une caserne de Bovota, près de Beni, dans le nord du Nord-Kivu le 17 avril 2019. Une première en RDC qui deviendrait, selon l'Etat islamique une nouvelle zone de son « califat » en Afrique centrale. La deuxième revendication, par l'Etat islamique, de deux attaques des localités de Samboko-Tchanitchani en territoire de Beni intervint le 13 mai 2019. Des « assaillants ont fait incursion dans ces localités, où ils ont pillé et incendié le centre de santé et dévalisé les maisons. Une dizaine des personnes ont été emportées par ces assaillants ».

Il sied de noter que, dans les deux communiqués diffusés par l'Etat islamique de mai 2019, le nom « Tchanitchani » apparaît, d'après la traduction en anglais de Site Intelligence group, qui revendique une expertise au sujet de mouvements islamistes terroristes. Lors de ces attaques, « les hommes du Califat ont donné l'assaut à des baraquements des FARDC dans le village précité (...), ce qui a conduit à en tuer et à en blesser plusieurs, tandis que d'autres d'entre eux ont fui. Les soldats du Califat ont utilisé des armes automatiques pour viser des éléments croisés de l'armée congolaise dans le village de Kumbwa à Kamango », lit-on dans le deuxième communiqué traduit de l'arabe en anglais.

Toujours au sujet de l'islamisation des ADF dans le Grand-Nord du Nord-Kivu, depuis plusieurs années, politiques et chercheuses s'interrogent sur de possibles liens entre la milice musulmane ougandaise ADF et l'organisation Etat islamique. Hormis les premières déclarations du gouverneur du Nord-Kivu, M. Julien Paluku Kahongya, qui alertaient sur la

présence des islamistes Shebaab dans les tueries de Beni, les chercheurs locaux comme Nicaise Kibel Bel'Oka⁵⁸ et Anicet Mbura⁵⁹ avaient déjà stigmatisé l'islamisation et la djihadisation du territoire de Beni.

En outre, les éminents chercheurs du Groupe d'Etude sur le Congo-Kinshasa de l'Université Américaine de New York, les ADF ont fait plusieurs tentatives pour se rallier à l'Etat Islamique. Celles-ci semblent avoir finalement été entendues.

En octobre dernier, l'Etat Islamique a diffusé une vidéo contenant un appel à l'Hijrah (la migration) des soldats du « califat » vers le Congo-Kinshasa, appel lancé par une faction armée appelée Madinat al-Tawhid wal Muwahhidin (MTM)⁶⁰, la cité des monothéistes et des guerriers saints, que l'ADF a rajouté à son drapeau ces dernières années. Selon un rapport du Groupe d'étude sur le Congo de la New York University, les militaires congolais ont aussi mis la main sur « un livre publié par la section propagande de l'Etat islamique sur le corps d'un combattant tué à Beni, en février 2018 ».⁶¹

On peut y lire un appel aux musulmans des pays voisins à « émigrer » pour se « joindre au combat » car le « MTM est l'unique solution ».⁶² Il est important de relever qu'en juillet 2018, Waleed Ahmed Zein, le trésorier de l'Etat islamique « Daesh »⁶³ en Afrique est arrêté à

⁵⁸ KIBEL'BEL O. N., *République Démocratique du Congo : Histoire d'une guerre des frontières avec trois voisins*, L'Harmattan, Paris, 2006, p. 132.

⁵⁹ MBURA M., A., *Loc. cit.*

⁶⁰ RIGAUD C., *Op. cit.*

⁶⁰ Les ADF utilisent le nom MTM depuis au moins 2012, année où un sceau portant cette désignation a été trouvé sur des documents internes. À cette époque-là, le Groupe d'experts des Nations unies croyaient que MTM était le nom d'un camp, et non d'une organisation. Voir Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, « Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo soumis conformément au paragraphe 5 de la résolution 2078 du Conseil de sécurité (2012) », S/2013/433, le 19 juillet 2013, p. 21.

⁶¹ RIGAUD C., *Op. cit.*

⁶² *Ibidem.*

⁶² *Ibidem.*

⁶³ *Ibidem.*

Nairobi. On découvre que ce Kenyan servait d'intermédiaire financier entre l'Etat islamique et plusieurs groupes armés, dont les ADF basés en territoire de Beni au Congo-Kinshasa. Ce qui, en un certain temps, a confirmé le lien entre l'Etat islamique du Daesh et les responsables ADF.

Pour l'Etat islamique Daesh, l'Afrique constitue un objectif affiché depuis plusieurs années par le patron de l'Etat islamique lui-même, Abou Bakr al-Baghdadi.⁶⁴ Et la zone du Nord-Kivu est un terrain tout trouvé. Une cinquantaine de groupes armés pullulent encore dans la région depuis plus de 25 ans et les ADF constituent le groupe le plus structuré et le plus violent de l'Est du Congo-Kinshasa... un allié idéal pour l'Etat islamique, en quête de relais en Afrique centrale, note Christophe Rigaud.⁶⁵

III. GEOPOLITIQUE GEOGRAPHISTE AU CENTRE DES CONFRONTATIONS NANDE-HUTU : INSTRUMENTALISATION DE L'IDENTITAIRE ET DU FONCIER DANS LES MASSACRES

Nombreux sont les chercheurs qui soutiennent que les conflits au Nord-Kivu remontent au début des années soixante, au lendemain de l'indépendance du Congo en 1960, avec le déclenchement de la guerre « Kanyarwanda »⁶⁶ en 1963. Cette guerre qui a opposé les Hutu et les Tutsi anciennement appelés « Banyarwanda » aux Nande, Hunde et Nyanga de 1963 à 1965, faisait à la tentative des Banyarwanda d'élargir et de proclamer

⁶⁴ *Ibidem.*

⁶⁵ *Ibidem.*

⁶⁶ L'expression Kanyarwanda signifie en kinyarwanda (langue parlée par les Hutus, Tutsis et Twa du Congo et du Rwanda) : descendant du munyarwanda. Ce terme vient prolonger la liste des mythes et autres identifications mobilisatrices qui couvrent les relations des Hutu et des Tutsis dans la Région des Grands Lacs. Utilisée dans le contexte politique violent de la RDC, cette appellation est une identité défensive et contestataire. Elle vise une mobilisation générale sur un ton impératif face au péril collectif de tous ceux qui descendent mythiquement de Kanyarwanda. Elle fait fi des clivages habituels Hutu-Tutsi ou des divisions internes ayant généré les Banyabwisha. Cette dernière appellation vise à marquer la différence entre les Hutu immigrés (refugiés, clandestins, transhumants) et ceux qui s'estiment originaire de Bwisha. Lire à ce sujet MWAKA B. A., *Loc. cit.*

l'autonomie politique du territoire sur lequel ils étaient installés. Cette thèse sera récusée plus tard par l'historien Bucyalimwe Stanislas,⁶⁷ l'un d'éminents écrivains sur la problématique de cohabitation entre communautés ethniques au Nord-Kivu.

Entre 1991 et 1993, la province du Nord-Kivu, dans sa partie Sud-Ouest, notamment dans les territoires de Masisi et Walikale avait été le théâtre d'une série d'affrontements meurtriers entre communautés autochtones et celles d'origine rwandaise pour des fins politiques, identitaires et foncières.

De ces affrontements, plusieurs centaines des Congolais rwandophones se réfugièrent au Rwanda. Alors que la situation s'améliore vers la fin de l'année 1993, l'on enregistre une nouvelle montée des violences avec, cette fois-ci, l'arrivée massive des réfugiés Rwandais dans la province, en juillet 1994.⁶⁸

Cette montée des violences sera le résultat de la présence massive de réfugiés rwandais et, parmi eux des membres des Ex-Forces Armées Rwandaises (Ex-FAR) et des anciens génocidaires Hutu, les redoutables « interahamwe ». Si la problématique des immenses camps de réfugiés du Kivu a exacerbé les violences pendant les années 1999, le retour, dans le petit Nord des réfugiés exilés au Rwanda et en Tanzanie, depuis pratiquement plus de 25 ans, fait plus autant en ces jours.

Avec l'application des différentes recommandations des accords signés entre Kinshasa et le CNDP de l'ancien général tutsi Laurent Nkunda Mihigo, puis avec les M23 d'un autre général tutsi Bosco Ntaganda, notamment celle liée au retour des réfugiés rwandophones, plusieurs centaines des Hutu et Tutsi retournèrent ces quatre dernières années dans le Masisi, le Walikale et le Sud de Lubero.

⁶⁷ BUCYALIMWE M. S., *La guerre dite « Kanyarwanda » au Nord-Kivu (RD Congo): qu'était-ce ? Mensonges et vérité*, Publications du PANADI-Sémié CES/Etudes, Kinshasa, 2013, p. 120.

⁶⁸ RUSAMIRA E., « La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective », dans *Afrique contemporaine*, n°207, 2003/3, pp. 147-163.

A leur retour, ces réfugiés, obligés de vivre au dépend des produits champêtres des populations Nande, Hunde et Nyanga, sont confrontés à l'activisme de groupes armés locaux, les Maï-Maï, opposés à ce qu'ils qualifient de manœuvres dilatoires pour le Rwanda et la Communauté internationale, à vouloir déverser le surplus de la population rwandaise Hutu à l'Est du Congo-Kinshasa. Ils sont ainsi obligés d'immigrer vers le Sud du territoire de Lubero, où ils sont cantonnés dans des camps bien protégés par la Monusco et les FARDC, essentiellement issus du fameux programme « brassage »-« mixage ». Comme c'est fut en 1994, l'histoire semble se répéter. Ces réfugiés sont dissimulés dans les populations locales Hutu.

Ils sont imposant dans leur politique d'intégration locale car, bénéficiant du soutien des FDLR-Rud⁶⁹, FDLR-Foca⁷⁰ et Maï-Maï Nyatura, tous, d'expression Kinyarwanda. Ce qui crée une réelle confusion entre les hutu rwandais FDLR, les réfugiés de la Tanzanie et du Rwanda ainsi que les compatriotes Hutu du Congo-Kinshasa.

⁶⁹ Les FDLR-RUD sont des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda-Ralliement pour l'Unité et la Démocratie – URANA (RUD). Ces dernières sont dirigées par Ndibabaje alias « Musare » est, c'est le groupe des FLDR qui s'est allié pendant longtemps aux Maï-Maï PARECO du général Kakule Lafontaine, un autre ancien allié au pouvoir de Kinshasa. Le RUD est un groupe dissident des FDLR. L'aile militaire du mouvement s'appelle Uruna. Leur nombre ne dépasse pas les 500 combattants. Le groupe a des liens solides avec l'Ouganda où il recrute et où résident ses leaders politiques. Le RUD pose des problèmes sécuritaires dans la zone frontalière entre les territoires de Lubero et de Walikale où ils commettent des violations des droits de l'homme contre la population locale. Le quartier général du RUD est situé à Mashuta dans le territoire de Walikale. Les FDLR ont essayé sans y parvenir de réintégrer dans leurs rangs la faction du RUD. Il a été créé par Jean Marie-Vianney Higiyo en collaboration avec Félicien Kanyamibwa le 12 septembre 2004 en rupture avec Ignace Murwanashyaka.

⁷⁰ Les FDLR-FOCA furent créés en juin 2005 par le Général Major Séraphin Bizimungu, alias Amani Mahoro, suite à un désaccord autour du communiqué de Rome entre Bizimungu et le Général Major Mudachumura commandant de FDLR-FOCA. Bizimungu reçut l'appui du colonel Nsabimana, alias Rubasha, et d'un autre officier, Balthazar Ntakamarishavu. Quand en décembre 2005, Bizimungu décida de retourner au Rwanda, il fut remplacé par Christophe Hakizabera à la tête du mouvement.

Plusieurs rapports concordants notent que les massacres qui sont perpétrés contre les familles Nande au Sud du territoire de Lubero (Miriki, Luofu, Kibirizi, Nyanzale, Kikuku, Buleusa, Kimaka, etc.), proviendraient de ces camps des réfugiés, occupés par les retournés Hutu.

Alors que les affrontements d'entre 1991 et 1993 étaient liés à une triade des questions épineuses de nationalité, de terre et de représentation politique⁷¹, ceux enregistrés depuis 2014 sont ponctués essentiellement du politique et du foncier. Le rapport de mission parlementaire effectuée à Beni, en octobre 2014 est clair là-dessus, lorsqu'il note que les violences qui endeuillent les populations du Nord-Kivu rentre dans un double plan politique : « la réduction du poids électoral des Nande et le renforcement du poids électoral Hutu par l'occupation forcée des terres dans le territoire, majoritairement habité par les Nande ».⁷²

Il faut tuer, mieux, massacrer un grand nombre de ces compatriotes qui constitueraient un handicap majeur pour le contrôle effectif du pouvoir politique dans la province du Nord-Kivu. A l'opposé, c'est l'émergence des groupes armés Maï-Maï d'obédience nande-hunde et nyanga pour contrer les assauts des FDLR et des Maï-Maï Nyatura utilisés par une certaine élite politique Hutu pour cette fin qui rendra les efforts de résolution pacifique de la crise entre les deux grandes communautés du Nord-Kivu impossible.

La création des Maï-Maï Mazembe, auteurs des derniers massacres d'une trentaine des Hutu du camp d'hébergement au Sud du territoire de Lubero, s'inscrit dans cette logique. Comme plus grand diviseur commun : la politique politicienne de lutte pour le leadership provincial. Pour certains extrémistes Hutu, les Nande, ayant longtemps contrôlé la gouvernance politique de la province, ils doivent donc céder la place à la communauté Hutu, numériquement représentatif, au même titre que les premiers.

⁷¹ Lire à ce sujet les écrits de BUCYALIMWE M. S., *Op. cit.*.

⁷² KAMATE B. et PALUKU K. J., « Mémorandum de l'Association Culturelle Nande adressé à l'honorable Président de l'Assemblée Nationale sur les massacres des populations civiles Nande en Territoire de Beni et de Lubero dans la province du Nord-Kivu », Kyaghanda-Kinshasa, mars 2016.

A cette éminente question politique, s'ajoute la problématique de déplacements massifs des réfugiés Hutu vers les frontières entre la nouvelle province de l'Ituri et celle du Nord-Kivu, victime des massacres récurrents de sa population de Beni. C'est aussi cela le nœud de dernières confrontations entre Hutu et Nande, deux communautés sœurs qui ont pourtant vécues en parfaite convivialité pendant plusieurs décennies.

Une autre opinion pense que les récents déplacements de plusieurs centaines des populations Hutu, (avec machettes, haches, houes, etc.), motivés par la recherche des nouvelles terres arables vers Boga et Tchabi, en territoire d'Irumu de la jeune province de l'Ituri sont également au cœur des massacres au Nord-Kivu.

Ces vagues de mouvements, assimilées aux expéditions de conquête des nouvelles terres arables, sont la cause des massacres dans le Grand-Nord, souligne Kayenga Erickson.⁷³ Mais la question qui est souvent soulevée par des chercheurs et l'opinion locale a toujours été celle de savoir, comment des populations qui habitent le territoire congolais le plus riche en ressources minières de pointe de la nouvelle technologie mondiale (le coltan, le wolframite et la cassitérite) et, en terres arables de la province du Nord-Kivu, le Masisi, peuvent s'employer à abandonner ce petit paradis au profit de nouvelles terres inconnues de l'Ituri, frontalier au territoire de Beni, où sont perpétrés des massacres ? Tenez, une histoire insolite surgit le dimanche 21 août 2016, un muni bus Toyota Hiace est intercepté en pleine ville de Butembo.

A bord, 13 beaux messieurs en provenance de Masisi, porteurs de cartes d'électeurs neuves et feuilles de route signées par le Mwami Bauma Bitsivu Wa Bulenda de Masisi, se présentent comme membres de la

⁷³ Kayenga Erickson., Entretien sur la recrudescence des massacres dans le territoire et ville de Beni ainsi que dans le sud du territoire de Lubero au Nord Kivu, Goma, du 25 août 2016.

communauté Hutu, en route pour la « terre promise » de Boga en territoire d'Irumu.⁷⁴

Comme d'habitude, machettes, haches et houes sont de la compagnie. Mais hélas, le plus grand et beau cadeau dominical offert aux « butembolais », la présence dans le même véhicule, de tenues militaires FARDC toutes neuves et surtout, nouvelle version ». ⁷⁵

⁷⁴ Ce matin 21/08/2016, dans la ville de Butembo, un minibus non immatriculé avec des rideaux non ouverts, en provenance de Rutshuru s'arrête au niveau de La Concorde pour raison de crevaison. Les passagers ne descendent pas. Vu tout ce qui circule ces trois derniers jours sur les réseaux sociaux, des habitants suspectent que ce véhicule transporte des ennemis. Ils approchent, jettent un coup d'œil dans le véhicule, découvrent qu'il n'y a pas de siège mais seulement une bâche qui couvrent des effets. Ils alertent le groupe des jeunes dits « verandistes » qui arrivent sur le lieu. Sans tarder, ils procèdent à la fouille du minibus ! La surprise est grande ! Ils n'en reviennent pas ! Les passagers sont des « Hutus » couchés et couverts par la bâche : enfants, femmes et hommes. Ils ont pour bagages : Machettes, Couteaux, Haches ! La fouille continue : Ils sont munis des papiers signés par des chefs de Masisi ! Ils sont à la recherche des terres arables. Mais le trésor est caché au fond : Une découverte surprenante, des nouvelles tenues que portent désormais les FARDC au front, à la suite de la décision de l'état-major des armées, comme vous pouvez le voir sur les images. La nouvelle se répand comme une drainée de poussière ! Les verandistes viennent d'arrêter un groupe des égorgeurs à Butembo. On y trouve des enfants, des femmes, des jeunes et des adultes, à l'image des groupes qui arrivent dans les villages pour massacrer les populations. La foule est de plus en plus en colère en retrouvant des nouvelles tenue de l'armée National au front entre leurs mains. La feuille de route est signée le 15 août 2016 par le Mwami Bauma Bitsivu Wa Bulenda de Masisi et, ils sont interceptés à Butembo le 21 août. La même feuille de route, indique que, ces populations se rendent à Irumu dans le groupement de Walese pour rejoindre leurs familles. C'est à Irumu-Tchabi que se trouvent concentrées la plupart des rwandais venus de la Tanzanie. Mais, chose étonnante, l'un d'eux est muni d'un acte de vente d'un champ en RD Congo mais signé et délivré en Ouganda en date du 19 Mai 2016.

⁷⁵ Moïse M., Entretien avec Secrétaire du Kyaghandanda-Nande de Kinshasa, le 12 aout 2016.

Cette situation fait penser à la complicité avérée de l'Etat congolais, à travers certains éléments de son armée, qui doterait les massacreurs de Beni en tenues militaires, armes, etc. Ce qui expliquerait la présence des régiments des Forces Armées du Congo-Kinshasa, commandés essentiellement par des officiers rwandophones issus de l'Ex-CNDP et du M23 de tristes mémoires.⁷⁶

En effet, sur pression de la population locale, accusant à tort ou à raison le gouverneur Nord-Kivusien, M. Julien Paluku Kahongya de complicité dans cette entreprise⁷⁷, le premier citoyen du Nord-Kivu sera obligé de prendre une mesure courageuse, celle de suspendre tout mouvement des populations Hutu dans sa juridiction vers Boga en Ituri afin de lever tout équivoque autour des accusations qui pesaient désormais sur sa personne . Cette importante mesure du gouverneur du Nord-Kivu est directement

⁷⁶ Rapport de la Convention pour le Respect des Droits de l'Homme(CRDH), Oicha, Septembre 2015. Le Rapport du Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) note qu'au « début 2014, quatre régiments sur huit étaient « rwandophones » : le 805^{ème} régiment (ancien CNDP) basé à Makembi ; le 808^{ème} régiment (ancien CNDP) commandé par Murenzi couvrant l'axe Kamango ; le 807^{ème} régiment (ancien CNDP) contrôlant l'axe Boga ; le 1007^{ème} régiment (ancien CNDP, commandé par Karomo), déployé à Eringeti. Les seuls régiments non « rwandophones » sont à l'époque le 809^{ème} régiment (basé à Oicha), commandé par Benjamin Kiwebe ; le 1003^{ème} régiment (déployé à Kokola) commandé par Tangazo (ancien FRPI) et le 1006^{ème} régiment (déployé à Beni et ses alentours) commandé par Byagola (ancien FRPI). Le 801^{ème} régiment était chargé d'ouvrir le front à Kamango, tandis que les bataillons 311, 312 et 313 de la 31^{ème} brigade assuraient les arrières de tous les régiments. Fin juillet 2014, soit deux mois avant les massacres, alors qu'on attendait le coup de grâce contre les ADF et que le général Mundos venait de prendre le commandement des opérations, le 801^{ème} régiment fut relevé de Kamango, au motif que ses soldats étaient fatigués, pour être redéployé à Kasando (sud-Lubero) .Le 805^{ème} régiment, précédemment à Makembi, fut déployé à Beni; le 809^{ème} régiment fut déployé à Kamango, le 313^{ème} bataillon de la 31^{ème} brigade fut déployé de la cité de Mutwanga à celle de Kasindi ,deux cités frontalières à l'Ouganda ».

⁷⁷ Certains rapports sont à confirmer que ces feuilles de route collectives étaient plutôt signées au gouvernement de Goma en faveur des immigrants hutu. Mais le tumulte qu'un tel acte d'un fils de Béni-Lubero suscita à la base obligea ladite autorité à changer immédiatement de stratégie. A partir de mai 2014, les immigrants hutu ne se munissaient plus de feuille de route habituelle, mais plutôt tous portaient des cartes d'électeurs toutes neuves, produites au Rwanda. Disponible sur <http://benilubero.com/lheure-des-revelations-sur-lassassinat-du-pere-vincent-machosi-et-les-massacres-de-beni/>

condamnée par certains politiciens Hutu.⁷⁸ Pour ces politiciens, « la constitution congolaise du 18 février 2006, autorise les congolais dans leur globalité à s'établir partout, sur le territoire national ». ⁷⁹

Partant, certains analystes pensent également que ces mouvements seraient une politique de mise en étai des populations Nande des territoires de Beni et Lubero, hostiles à la vieille politique expansionniste que nourrissent certains pays de la région des Grands Lacs, leurs collabos congolais et leurs parrains occidentaux et, dont les Hutu seraient instrumentalisés pour jouer le contrepoids démographique pouvant fléchir les Nande au Nord-Kivu.

D'aucuns pensent, finalement, que ce qui se passe à Beni et en Ituri serait une conséquence directe du fameux Accord de Lemera, signé entre l'AFDL de triste mémoire et les alliés Rwando-Burundo-ougandais en 1996. Cet accord mythique dispose clairement en son article 4 que : « Prêchant le panafricanisme, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) s'engage à céder 300 kilomètres aux frontières congolaises, à l'intérieur du pays ,pour sécuriser ses voisins ougandais, rwandais et Burundais contre l'insurrection rebelle ». ⁸⁰

Une autre thèse, non moins importante qui lie les questions foncières et politiques aux massacres et confrontations intercommunautaires dans le territoire de Beni, est celle développée dans le rapport du GEC. Vu la pertinence de l'information livrée par ce rapport, il est indispensable de la reprendre in extenso, en ces termes :

⁷⁸ Notamment par l'honorable Hutu François Nzekuye, l'ancien gouverneur Serufuli Ngayabaseka et certains jeunes Hutu évoluant sous leur protection politique, à l'instar du jeune extrémiste Segihobe.

⁷⁹ Déclaration de Nzekuye François du 10 février 2016 à l'émission Dialogue entre congolais, Radio Okapi, RDC.

⁸⁰ RUGUSHA V., *Rôles et stratégies de la société civile en République Démocratique du Congo: bilan et perspectives à partir de l'expérience du Sud-Kivu*, Presses universitaires de Namur, Namur, 2005, p. 89.

« Ce sont surtout les communautés locales s'estimant marginalisées qui ont vu dans leurs alliances avec les ADF-NALU une opportunité de s'émanciper. La ville et le territoire de Beni, situés au nord du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, forment une région que se partagent les communautés Nande, Mbuba, Pakombe, Mbuti et Talinga.⁸¹

IV. LES ADF ET L'ECONOMIE POLITIQUE DE GUERRES DES RESSOURCES NATURELLES

Les recherches et rapports bien élaborés démontrent que les disparités de richesses entre les pays des Grands Lacs et l'absence d'une politique de traçabilité responsable des ressources naturelles développent l'esprit de prédation criminelle par les Etats de la région qui en sont dépourvues. La belligérance devient la meilleure voie pour animer l'économie du chaos à leur bénéfice.

En créant le chaos et le désordre chez le voisin, tout devient possible : massacres, viols, kidnappings, etc., sont institutionnalisés par les démons de recherche éhontée de l'argent et des biens matériels. Les militaires peuvent se transformer en bandits de grand chemin ; les groupes armés peuvent semer la terreur ; la logique djihadiste peut faire des émules ; les politiques peuvent se transformer en forces de carnage pour les intérêts de toutes sortes, même les paisibles citoyens peuvent se transformer en tueurs sans foi ni loi. C'est la jungle qui s'installe et l'insécurité se propage au point de devenir un mode de vie,⁸² un mode de « gouvernamentalité de la violence » de tous contre tous dans la ville et territoire de Beni, riche en ressources naturelles.

IV. 1. L'odeur des « minerais de sang » dans les massacres contre les populations de Beni

Le territoire de Beni compte de nombreuses ressources naturelles stratégiques de la Région Nord de la province du Nord-Kivu, notamment de

⁸¹ *Ibidem*, p. 24.

⁸² Lire à ce propos Kä Mana., *Décrypter la tragédie de Beni pour penser les conditions d'une paix heureuse dans la Région des Grands Lacs*, Pole Institute, Goma, le 17 août 2016.

l'or, le diamant, le pétrole, le café, le cacao, etc. Il est limitrophe aux territoires de Lubero (au Nord-Kivu) et Mambasa (en territoire d'Irumu, province de l'Ituri), territoires riches en coltan, cassitérite, diamants et or partage une ceinture cuprifère avec l'Ouganda, sur les deux versants des massifs de la Ruwenzori.⁸³ Beni est aussi, un territoire au centre du trafic des minerais provenant des territoires de Mambasa, Bafwasende (province de la Tshopo) et Lubero. Ce qui fait de Beni le centre de transit du trafic illicite des minerais provenant de ces territoires voisins.

L'on note par exemple que l'or échangé dans le Nord de la province du Nord-Kivu, est vendu à Kampala après exportation clandestine, en passant par Beni et Kasindi. Enfin, le territoire de Beni, dans sa partie du Graben du lac Albert est également riche en pétrole. Le lac Albert qui est une poule aux œufs d'or noir, puisque se trouvant sur le bassin sédimentaire du Graben Albertine, se trouve au centre des controverses entre le Congo-Kinshasa et l'Ouganda à cause de la limite maritime des deux Etats.

Le rapport du GEC affirme qu'à partir de 1988, le groupe ADF s'est intégré dans la société congolaise. Des commandants ADF ougandais ont épousé des femmes congolaises et se sont investis activement dans le commerce transfrontalier de bois, de minerais, ainsi que dans l'agriculture. Ils se sont investis dans l'exploitation illégale et le commerce illicite de ces ressources, en usant de la force pour ce faire. D'où, la recrudescence de violences macabres contre les populations civiles à Beni et dans ses alentours.

Deux ADF capturés lors des massacre d'Oicha le 5 Aout 2016 à savoir l'ADF Toyota (originaire de l'Ouganda) et Kambale (citoyen nande congolais) ont affirmé devant les autorités congolaises que « l'or exploité dans la vallée d'Abialos dans le groupement Batangi-Mbau et les ivoires obtenues de la chasse des éléphants dans le parc National de Virunga (Patrimoine international) sont vendus aux officiers militaires ougandais et, à certains militaires de la Monusco, basés à Beni ».

⁸³ Entretien avec M. Berryck Vagheni, *Loc. cit.*

Toujours selon ces capturés, les ADF se sont déjà constitués à des groupes affairistes travaillant au compte d'un réseau des politiques congolo-ougandais, d'officiers militaires et d'hommes d'affaires bien établis au Congo-Kinshasa qu'en Ouganda. Pour les ADF/MTN, l'enjeu est de contrôler à tout prix les zones riches en matières premières, en massacrant les populations afin d'avoir une main mise sur ces espaces.

En effet, l'exploitation illégale et le commerce illicite des ressources naturelles à l'est du Congo-Kinshasa, seraient l'une des principales sources de financement des ADF ougandais. Le gros de leurs activités étant plus centré comme souligné ci-haut, sur le bois, l'or, le diamant et le coltan. Il est prouvé dans plusieurs rapports que les ADF financent leurs activités grâce à un réseau d'entreprises et de contacts dans les villes de Butembo, de Beni et d'Oicha au Nord-Kivu. Ce réseau lui fournit de l'argent et des biens, lui procure des financements, participe à des activités d'exploitation aurifère à petite échelle [...]. L'ADF tire également des bénéfices de ses exportations d'or et de bois vers l'Ouganda.⁸⁴

Selon le rapport du groupe d'experts des Nations Unies de 2011, l'ADF contrôle actuellement les petites mines d'or de Kaynama, près du Semliki, Kikingi, et divers sites autour de Chuchubo, à l'Est d'Eringeti. Tout l'or produit ou taxé par les rebelles, est d'abord vendu à Beni et Butembo, puis à Kampala et Dubaï.

Lors de notre entretien avec M. Kule Katsuhire, un homme d'affaires de Butembo, il nous a été renseigné comment l'exploitation illégale des ressources minérales dans la région de Beni-Butembo et dans certaines parties du Sud de nouvelle province de l'Ituri (Mambasa, Teturi et Irumu) est une entreprise conjointe menée par un réseau d'hommes d'affaires locaux,

⁸⁴ ONU, « Rapports du Groupe d'Experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo », S/2011/738, paragraphe 59 et S/2012/843, §107.

ougandais, Indiens, certains officiers incontrôlés des FARDC ainsi que des rebelles d'ADF.⁸⁵

Dans cette entreprise, Romkema est plus critique lorsqu'il écrit comment « les hommes d'affaires congolais équipent les rebelles d'ADF militairement et les dotent des matériels nécessaires pour l'exploitation des minéraux. Ainsi, les éléments de l'ADF [...] se servent des équipements militaires et d'extraction minière ainsi que du soutien politique et militaire dont ils bénéficient des certains politiques locaux et officiers militaires affairistes des FARDC, pour occuper des territoires riches en ressources minérales ». ⁸⁶

Le chercheur Romkema explique que : « les congolais reçoivent des droits exclusifs sur la commercialisation des minéraux. Les filières actives dans la contrebande de l'or, par exemple, relient principalement les hommes d'affaires locaux (Butembo, Beni et Oicha) au service des rebelles de l'ADF aux exportateurs ougandais et asiatiques ». ⁸⁷

Ainsi, le contrôle des ressources naturelles du territoire de Beni est donc, au centre de la persistance des violences armées dans cette partie du Congo-Kinshasa. Les rapports du Groupe d'experts des Nations Unies démontrent à suffisance que le contrôle de zones riches en ressources naturelles reste l'enjeu des groupes armés étrangers et plusieurs autres réseaux mafieux dans l'enlèvement des violences à l'Est du pays.

La militarisation de l'économie à l'Est du pays en général et dans le territoire de Beni en particulier, pendant les violences armées d'entre 1998 et 2016 est éloquent.

⁸⁵ Entretien avec Kule Katsuhire autour des massacres dans le territoire de Beni ainsi que la lutte et la contrebande minière dans le Grand Nord de la province du Nord Kivu, Butembo, septembre 2015.

⁸⁶ ROMKEMA H., « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en RDC : cas des FDLR, FNL et ADF/NALU », dans *Conflict et Transition consultances*, Rapport Banque Mondiale, Washington, Juin 2007, p. 78.

⁸⁷ *Ibidem*.

Alors que la captation des ressources naturelles congolaises par l'Ouganda, à travers les Officiers de l'UPDF⁸⁸ semblait prendre fin avec la signature de l'Accord de Sun city de 2002, dans le territoire de Beni, celle-ci continue, avec la présence des ADF dans les zones pourvues en ressources naturelles. Ces ressources contrôlées par ces forces alimentent l'économie ougandaise qui du reste, est de son côté entre les mains de la communauté d'hommes d'affaires indiens. Des recherches bien documentées renseignent comment l'or exploité dans les zones d'exploitation artisanale, sous occupation des islamistes ADF, est commercialisé auprès des sociétés tenues par les indiens dans la capitale ougandaise de Kampala.

IV. 2. Les violences à Beni ou la malédiction du pétrole du Graben Albertine

Une autre ressource et non la moindre qui instrumentaliserait les violences dans ce territoire congolais, est le pétrole. Le pétrole est un produit essentiel dans les échanges commerciaux internationaux et demeure une source évidente de revenus pour les Etats producteurs. Il est probablement la seule matière produite à grande échelle dont le prix de vente peut être supérieur à son coût d'extraction.⁸⁹ Qualifié souvent d'« or noir », le pétrole comme activité industrielle et politique⁹⁰, peut produire des bénéfices assez importants. Ce qui fait que, le contrôle des zones pétrolières constitue un énorme enjeu pour les Etats.

⁸⁸ Dès le mois qui marque le début de l'invasion de la RDC par les forces rwando-ougandaises en 1998, les membres de l'UPDF se sont directement livrés au pillage systématique des richesses minières et des stocks d'autres ressources naturelles dans les provinces occupées de l'Est. Ces pillages sont bien confirmés par les différents rapports des Experts des Nations Unies dont celui de 2001 qui stipule que : « Entre septembre 1998 et août 1999, les zones occupées de la République Démocratique du Congo ont été dépouillées de tous leurs stocks : Stocks de minerais, de produits agricoles et forestiers et de bétail ».

⁸⁹ KIHANGI B. K., « L'exploitation du pétrole du Lac Edouard et la loi environnement en République Démocratique du Congo », Goma 2011.

⁹⁰ Nada Hamour cité par LAYINGA F., « Le pétrole du parc Virunga : potentiel de conflits et enjeux géopolitiques pour la RDC », disponible sur http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1053_fr.html, Kinshasa, 2015.

Aujourd'hui, les conflits frontaliers autour du contrôle des territoires riches en pétrole occupent une place importante dans la géopolitique de la Région des Grands Lacs. Cette dernière explique en grande partie la volonté des grandes puissances de faire main basse sur les ressources pétrolières des pays de la région par leurs sociétés multinationales interposées.

La présence du pétrole dans le lac Albert a été décelé depuis longtemps, le côté Ougandais a été exploré dès 1938 par Shell et entre 1952 et 1954 du côté congolais ; il a fallu attendre 1997 et la signature d'un premier contrat d'exploration entre le gouvernement Ougandais et Héritage Oil et ensuite avec le gouvernement congolais, le 02 Juin 2002 portant sur l'exploration d'un immense périmètre de 30.000 km carré, allant de la ville de Rutshuru au sud du lac Edouard jusqu'à Mahagi à la pointe nord du lac Albert.⁹¹

L'Ouganda étant ainsi très avancé dans la phase d'exploration, le gouvernement congolais accuse les sociétés travaillant en Ouganda de forer sur la nappe pétrolière congolaise, donc de voler le pétrole congolais. De son côté Kampala accuse Kinshasa de violer son territoire, les autorités Ougandaises reprochent, à Kinshasa d'avoir établi un poste sur la rive transfrontalière du lac Albert. Goli par exemple, dans le territoire de Mahagi (en Ituri) limitrophe du district Ougandais de Nebri, fait l'objet d'un contentieux entre les deux pays, car du Congo-Kinshasa y a établi un poste frontière. Les deux pays convoitent également l'île de « Rukanzi » à la pointe sud du lac, une véritable éponge saturée de pétrole.

⁹¹ *Ibidem.*

La découverte d'une réserve de pétrole aux alentours du lac Albert situé également au Nord Kivu au Congo-Kinshasa a été annoncée en septembre 2008 par le groupe pétrolier canadien Héritage Oil.⁹²

La même compagnie avait fait savoir qu'il s'agirait de la plus grosse réserve en pétrole jamais découverte en Ouganda en partage avec la République Démocratique du Congo. Son potentiel de production quotidienne est estimé à plus de 14 000 barils.

Les analyses géochimiques des échantillons d'huiles de surface menées en Ouganda ont confirmé l'origine lacustre et marine des hydrocarbures solubles mais aussi, la maturation des roches mères. L'on note une présence d'hydrocarbures solubles dans l'acétone, de l'ordre de 57%.⁹³

Après deux phases de tests sismiques au niveau des blocs I et II du lac Albert, il sied de noter que, des « analyses indiquent l'existence d'environ trois milliards de barils », une réserve qui pourrait être de même ampleur du côté ougandais du lac Albert, explique dans un communiqué du groupe Fleurette, appartenant au jeune puissant homme d'affaires israélien Dan Gertler.⁹⁴ Cette querelle est l'un des grands enjeux de la crise dans la Région

⁹² DOMINIC J., « Les sables mouvants: L'exploitation du pétrole dans le Graben et le conflit congolais », Rapport Pole Institute, Goma, mars 2003. Heritage Oil, une société canadienne et britannique, a commencé l'exploration à l'ouest de l'Ouganda et a acquis du gouvernement de la RDC une concession de pétrole à l'est du Congo. Ceci a attiré l'attention internationale, à cause de ce que Heritage Oil elle-même surnomme son "profil de risque", et que ses critiques surnomment son histoire mercenaire. Pour certains, il paraît que Heritage Oil, grâce à l'expérience particulière de son directeur Tony Buckingham dans les zones de conflit africaines, était le candidat parfait pour commencer une nouvelle guerre des ressources dans la Région des Grands Lacs, avec des enjeux beaucoup plus élevés que dans les guerres de ressources précédentes, grâce aux engagements financiers. Heritage Oil and Gas a été fondée en 1992 et est cotée à la Bourse de Toronto comme HOC.A. Il s'agit d'une « société de production et d'exploration de pétrole, enregistrée à Toronto avec une forte base d'actionnaires britanniques ». "A son actif, elle possède des concessions pétrolières de grande potentialité au Congo (Brazzaville) et en Ouganda, ainsi qu'une option minoritaire de 10% en Oman."

⁹³ LUGERERO K. J.G., *Les défis, les opportunités et les enjeux de l'économie pétrolière dans le monde, en Afrique et en République Démocratique du Congo*, Supra, note 15, p. 80.

⁹⁴ *Ibidem*.

africaine des Grands Lacs, une épine dorsale de la guerre à l'Est du Congo-Kinshasa, particulièrement.

Partant, les inquiétudes émises par le gouvernement congolais qui accuse l'Ouganda de forer déjà sur sa nappe pétrolière ne sont pas techniquement fondées, car le pétrole du Graben Albertine n'est pas une nappe souterraine unique sur un champ, mais plutôt plusieurs blocs qui regorgent chacun une quantité bien évaluée, l'exploration et l'exploitation des blocs qui se trouvent sur la zone de démarcation font toujours l'objet d'un accord entre les deux Etats concernés, selon une législation internationale bien connue de tous les opérateurs pétroliers. Malgré ces affirmations, des intellectuels congolais parlent de pompage criminel du brut congolais sur le bassin commun du Graben Albertin par l'Ouganda.

En début août 2007, un ingénieur Britannique qui prospectait pour Heritage Oil, sur la partie Ougandaise du lac a été retrouvé mort, Kampala avait accusé l'armée congolaise d'être l'auteur, du meurtre et quelques temps après, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont fait prisonniers 4 soldats des Forces de Défense Patriotique Ougandaise (UPDF), deux jours plus tard, les deux armées, se sont affrontés autour d'une embarcation de la compagnie pétrolière Heritage Oil.

D'aucuns pensent que, plusieurs incursions des forces ougandaises signalées sur le territoire congolais, s'inscrivent dans la logique géostratégique d'accès au pétrole du Graben Albertine. En 2012, par exemple, il est dénoncé une infiltration des hommes en armes, vêtus des tenues de l'Armée Ougandaise en Secteur de Ruwenzori, dans les Chefferies des Watalinga et Bashu à l'est du territoire de Beni.⁹⁵ S'agissant du Secteur de Ruwenzori, l'incursion des bataillons de l'UPDF avait été bien signalée sur les collines Vukuke, à Mumbiri, dans le Groupement Basongora.

En Chefferie de Watalinga, c'est sur la Coline de Kikingi, à la limite avec le Secteur de Ruwenzori, dans le Groupement Batalinga où seraient infiltrés ces militaires ougandais. Et en Chefferie de Bashu, un bataillon de l'UPDF se serait introduit depuis le 4 juillet 2012 à Vimbao/Kasindi-Port, pour

⁹⁵ KAVOTA O., « Bulletin d'information de la société civile du Nord-Kivu », 25 juillet 2012.

infiltrer ses éléments dans les localités Kasaka, Karuruma et Muhalika du groupement d'Isale-Kasongwere.

Toutes ces localités ont connu des massacres des présumés ADF, les vrais ou les faux. Ainsi, sur invitation du gouvernement de la République de l'Ouganda, la Délégation du Congo-Kinshasa a séjourné à Kampala du 12 au 15 décembre 2007 pour prendre part aux travaux de la 5^{ème} Session de la Grande Commission Mixte Ouganda-Congo-Kinshasa. La grande délégation Congolaise était conduite par M. Antipas Mbusa Nyamwisi, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et natif du territoire de Beni.

Les travaux de cette rencontre ont essentiellement porté sur l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord de Ngurdoto en Tanzanie signé le 08 septembre 2007⁹⁶, par les présidents Joseph Kabila Kabange et Yoweri Museveni Kaguta, grâce aux bons offices du président Tanzanien Jakaya Mrisho Kikwete. Par cet accord, les deux parties s'engageaient à améliorer leur coopération, notamment dans le domaine d'exploration et d'exploitation des gisements pétroliers transfrontaliers.

L'accord de Ngurdoto visait, entre autres, à réaffirmer le respect des frontières héritées de la colonisation et à prévoir l'exploitation commune des nappes pétrolières du Lac Albert. Mais le 25 septembre de la même année, dix-sept jours seulement après la signature des accords de Ngurdoto, un

⁹⁶ Il était exactement 21h18', heure d'Arusha, soit 19h18 minutes, heure de Kinshasa, lorsque les présidents Kabila et Museveni ont apposé leur signature sur le document portant Accord de Ngurdoto, de coopération bilatérale République démocratique du Congo et l'Ouganda. Témoin de l'événement historique, Jakaya Mrisho Kikwete, président de la République unie de Tanzanie. Les deux parties s'engagent à promouvoir la coopération dans les domaines de la conservation de la nature et la protection de l'environnement et des ressources transfrontalières, animales, halieutiques, de forêts et des parcs nationaux. Mais surtout à promouvoir « l'exploration et l'exploitation communes des champs d'hydrocarbures transfrontalières. A cet effet, les deux parties se sont accordées sur le principe de la révision de l'Accord de coopération pour l'exploration des hydrocarbures et l'exploitation des gisements communs, signé le 23 juin 1990 ».

nouvel accrochage mortel entre les deux forces armées FARDC et UPDF avait eu lieu.⁹⁷

En effet, l'or noir du lac Albert, côté Ougandais est subdivisé en 5 blocs, évalués autour de 1,1 milliards de barils. Les blocs 1, 2, 3 et 4 réputés potentiellement rentable sont partagés entre 3 grandes compagnies à savoir : la multinationale anglaise Tullow Oil, la chinoise CNOOC et la française Total. C'est Tullow Oil qui a signé le contrat de partage de la production avec le gouvernement Ougandais et a cédé pour 2,9 milliards de dollars américain, un tiers de ses actifs à CNOOC et Total ; un oléoduc passera par le nord du Kenya pour atteindre la côte Est (Port de Mombasa). Les travaux qui sont déjà en cours sont estimés entre 2,5 et 5 milliards de dollars. Tullow Oil, CNOOC et Total joignent leurs forces sur un projet de développement composés de 3 centres pétro-gaziers : Buliisa, Kaiso, Tonya et Kingfisher.⁹⁸

La production visée, totalise 200.000 barils par jours sur 700 puits, pendant 30 ans. Le coût de développement sera compris entre 8 et 12 millions de dollars. Le côté congolais du lac est subdivisé quant à lui en 5 blocs et les données sismiques, évaluent les réserves pétrolières dans les entrailles du côté Congo-Kinshasa, à 800 millions de barils soit 150.000 barils par jours. Le gouvernement Congolais envisage également de construire un oléoduc de plus de 6500 km reliant l'Est du pays à la côte atlantique, un projet irréaliste.

En effet, les blocs 1 et 2 qui couvrent la rive ouest du lac sont les plus convoités, d'abord par Tullow Oil en 2006, une multinationale à qui le Président Joseph Kabila a refusé l'autorisation d'exploration, avant d'approuver le contrat de partage de production en faveur de Caprikat Ltd et Foxw help Ltd contrôlé par le très influent et jeune homme d'affaire Israélien Dan Gertler, président de Dan Gertler International (DGI).

Lors de la signature du contrat, Caprikat Ltd a été représenté par l'un de ses actionnaires Clive Zuma Khulubuse, neveu du Président Sud-Africain Jacob Zuma et Foxw help Ltd par Michael Hulley, l'avocat privé du président

⁹⁷ LUGERERO K. J., *Op. cit.*,

⁹⁸ *Ibidem.*

Dan Gertler.⁹⁹ En 2010, Caprikat Ltd et Foxw help Ltd avaient dépensé 50 millions de dollar pour des études sismiques et forer 2 forages d'exploration pour un coût de 50 millions de dollars et négocié un partenariat avec Total et CNOOC. François Layinga note qu'en moins de 4 ans, les blocs 1 et 2 sont passés entre les mains de plusieurs compagnies pétrolières en compétition selon qu'un ministre congolais à l'énergie en remplaçait un autre.¹⁰⁰

Le bloc 3 a été accordé à Total et ce dernier est en partenariat avec la société Sud-Africaine Sac Oil. Le bloc 4 a été accordé fin 2011 à Albatros Oil DRC filiale Congolaise d'un consortium Canado-américain basé à Houston (USA). Cette société a injecté pour les deux premières années pour la phase de prospection un peu plus de 700 millions d'USD.

Quant au bloc 5, un contrat de partage de production a été signé le 5 décembre 2007 entre le ministre congolais à l'Energie et trois compagnies associées, Dominion Petroleum Congo, une société Sud-Africaine représentée par Michel Garland, Soco exploration-production DRC¹⁰¹, compagnie affiliée à Dominion et représenté par Michel Lady Luya en octobre 2011.

⁹⁹ Cfr. Contrat de partage de production entre la République Démocratique du Congo et Caprikat Limited et Foxwehelp Limited du 05 Mai 2010. Ce contrat a été signé par le ministre des hydrocarbures, monsieur Célestin Mbuyu Kabango et contresigné par monsieur Matata Ponyo Mapon, ministre des finances, monsieur Jean-Baptiste Ntahwa Kuderwa, ministre du Budget, madame Janine Mabunda, ministre du Portefeuille pour la partie congolaise et monsieur Zuma Khulubuse Clive pour la multinationale Sud-Africaine Caprikat Limited ainsi que monsieur Hulley Michael Andrew Thomas pour Foxwehelp Limited.

¹⁰⁰ LAYINGA F., *Op. cit.*

¹⁰¹ Par l'Ordonnance n° 10/044 du 18 Juin 2010 portant approbation du Contrat de Partage de Production conclu entre la RDC et SOCO, le Président de la République a attribué les droits d'exploration pétrolière à l'Association Dominion Petroleum, SOCO E&P DRC et la Congolaise des Hydrocarbures (COHYDRO) au sein du Bloc V Graben Albertine. Si l'Ordonnance précitée a été favorablement accueillie dans les milieux politiques par les Députés Nationaux, élus de la province du Nord Kivu, la société civile en matière environnementale du Nord Kivu s'insurge contre une telle initiative pour des raisons aussi évidentes. D'aucuns se demandent si l'Ordonnance du 18/06/2010 peut-elle rendre légale les activités d'une compagnie pétrolière à l'intérieur du Parc National des Virunga, faisant partie des forêts classées selon l'esprit de l'article 10, alinéa 2 de la Loi N° 011/2002 du 29 Août 2002 portant Code Forestier.

Partant, à l'Est se pose l'éminente question de l'insécurité chronique, qui règne depuis des années et des conflits dont les racines sont loin d'être extirpées, avec pour cause l'exploitation illégale des ressources naturelles. Au lieu d'être un facteur de consolidation des rapports entre Etat central et provinces, Etat et population et entre groupes ethniques, l'exploitation pétrolière à l'Est du Congo-Kinshasa risque d'être un facteur de fragilisation, des conflits intercommunautaires et interétatiques, avant de jouer un rôle prépondérant dans le processus de « balkanisation » du Congo-Kinshasa. Le partage des bénéfices de l'exploitation du pétrole entre les multinationales, l'Etat et les communautés locales étant une question de vie ou de mort dans tout pays producteur, en Ouganda tout comme au Congo-Kinshasa, la même préoccupation reste pendante.¹⁰²

L'implication des réseaux locaux et la possibilité des rivalités inter-ethniques ou interterritoriales entre les zones de production et les autres doivent être prises en compte par le gouvernement central car, le sentiment actuel qui se développent dans le chef des populations de la zone pétrolière est que cette ressource leur appartient en premier lieu, avant d'appartenir à l'Etat central.¹⁰³ Tel est le cas dans les zones transfrontalières ougando-congolaises de Beni et Lubero, au Nord-Kivu et d'Irumbu (Boga et Tchabi) en province de l'Ituri, de Kasese et de Bwera en Ouganda.

Le territoire de Beni risque particulièrement d'être victime non seulement de cette confrontation entre acteurs locaux et étrangers pour le contrôle des zones pétrolières congolaises. L'enjeu géostratégique pour les puissances impérialistes occidentales et régionales étant de faire main basse sur les ressources naturelles de la Région des Grands Lacs en général et

¹⁰² En Ouganda par exemple, à cause du débat en cours autour de l'avenir politique du pays, il est impossible de déterminer qui sera responsable à l'avenir des détails de ce dossier du pétrole, ni qui à long terme devra en bénéficier. Mais il est clair que l'exploration du pétrole dans le domaine des Hima de Toro augmenterait l'écart de développement entre le territoire Toro et les régions des Bakonzo, tout en soustrayant une partie du district de Bundibugyo au contrôle des Bakonzo, la reliant du coup plus étroitement au district de Toro et son gouvernement local, ce qui la soumettant de nouveau au leadership du pays Toro, basé à Fort Portal, la capitale. Soustraire Bundibugyo, district limitrophe avec le territoire de Beni écarterait le Royaume de Rwenzururu de la manne pétrolière.

¹⁰³ LAYINGA F., *Op. cit.*

congolaises en particulier, notamment de ses vastes zones riches en or, coltan, cassitérite, wolframite, gaz méthane et pétrole.

C'est donc l'enjeu majeur des puissances à garder le plus longtemps possible cette partie du pays dans un état d'instabilité totale, un « non-Etat ». D'aucuns pensent, que les massacres perpétrés contre les populations civiles Nande du Nord-Kivu (souvent taxées d'hostile et de frein à la politique de balkanisation du Congo-Kinshasa à partir de l'Est), rentrent également et en partie dans « la guerre pour le pétrole ».

Cette dernière permettra ainsi aux voisins ougando-rwandais et aux multinationales pétrolières occidentales, implantées dans la région des Grands Lacs d'exploiter les blocs albertines, sans le Congo-Kinshasa. Les massacres en territoire de Beni et la ville de Beni, sentent également l'odeur du pétrole.

Et, cet or noir teinté du sang congolais, n'a d'autre qualification que celle du « pétrole de sang », à l'instar du « diamant de sang »¹⁰⁴ et « minerais de sang ». Dans ses écrits sur la « RDC, la République des inconscients. Hier, la guerre des mines, aujourd'hui la guerre du pétrole, demain, la guerre de l'eau » Modeste Mutinga¹⁰⁵ n'avait-il pas alerté l'opinion sur ce qui se passe à l'Est de la République Démocratique du Congo ?

¹⁰⁴ Selon le Processus de Kimberley, les diamants des conflits, également dénommés « diamants du sang » ou « diamants de la guerre », sont des diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles ou leurs alliés afin de financer des conflits armés visant à déstabiliser des gouvernements légitimes. C'est à propos de la guerre des diamants que cette formule a été utilisée pour la première fois. Ces diamants de conflits ont alimenté les nombreuses guerres livrées par des rebelles aux gouvernements en Afrique [...] extraits de mines focalisés dans des zones où la guerre faisait rage ces diamants étaient vendus en toute illégalité et en toute clandestinité, afin de fournir en armes et en munitions les groupes armés, qui les exploitaient. Pour éviter de négocier, sur le marché mondial, ces diamants de sang, le processus de Kimberly a été créé.

¹⁰⁵ MUTINGA M. M., *RD Congo, la République des inconscients. Hier, la guerre des mines ; aujourd'hui la guerre du pétrole ; demain, la guerre de l'eau*, éditions Le Potentiel, Kinshasa, 2010.

CONCLUSION

Les violences qui endeuillent le territoire de Beni, entre octobre 2014 et octobre 2019 sont jusque-là l'œuvre des ADF, un mouvement islamiste hétéroclite composé des diverses nationalités africaines : ougandaise, congolaise, rwandaise, tanzanienne, somalienne, etc. Il a été initialement créé pour conquérir le pouvoir politique en Ouganda. Malgré l'arrestation de l'islamiste Jamil Mukulu par la sécurité tanzanienne et malgré une série de défaites enregistrées sur le terrain, les ADF, sous le leadership de Seka Baluka sont restés plus actifs et plus virulent dans la commission des plusieurs massacres contre les populations civiles.¹⁰⁶

Cela fait suite à la force de frappe leur infligée par l'opération Sukola I, menée conjointement par les FARDC et la Brigade des Forces d'Intervention (FIB) de la MONUSCO. Taxées de traîtres au service de l'armée congolaise, les populations Nande sont désormais considérées comme ennemi des ADF, il faille complètement les écraser.¹⁰⁷ Ce qui expliquerait l'ampleur des attaques orientés essentiellement contre cette communauté.

Pour certains analystes, les actes « terroristes » à Beni, semblent être une volonté manifeste pour certains à vouloir occulter la vérité sur ces massacres qui visent les populations de la communauté Nande. Paluku Ngahangondi pense que cette prise de position a pour objectif principal d'effacer les traces sur les vrais auteurs des massacres de la population de la zone de Beni.¹⁰⁸ Bien qu'orientés contre la seule communauté Nande, majoritaire dans le Grand Nord, les massacres de Beni sont bel et bien ponctués d'actes terroristes.

Ces attaques d'une extrême terreur et brutalité, qui conduisirent jusqu'à ce jour à plus ou moins 3000 personnes massacrées, ont ciblé de manière indiscriminée hommes, femmes et enfants au sein de la

¹⁰⁶ Entretien téléphonique avec M. Sikumbili Maneno, activiste des Droits de l'Homme dans territoire de Beni, sur les massacres de Rwangoma, 22 août, 2016.

¹⁰⁷ *Ibidem*.

¹⁰⁸ PALUKU N., « Rapport sur les massacres de la population de Beni ville et territoire, un complot orchestré », Rapport de la Convention pour le Respect des Droits de l'Homme (CRDH), Oicha, Septembre 2015.

communauté Nande. Les victimes sont tuées par machettes, haches, marteaux, grosses pierres et gourdins afin de produire moins de bruit et d'étouffer tout alerte, les plus résistants étant directement fusillés. Ils visent principalement la tête des victimes pour ne pas leur laisser la chance de survivre. Les femmes enceintes sont violées, éviscérées et les fœtus découpés en petits morceaux.

Plusieurs victimes sont décapitées ou mutilées, après avoir été sérieusement ligotées. Les assaillants incendient des villages entiers après les attaques et certaines victimes sont brûlées vives dans leurs cases. Plusieurs centaines d'hommes et des femmes sont enlevés et sont soumis successivement à des travaux forcés et à l'esclavage sexuel. L'enlèvement du médecin directeur de l'Hôpital général d'Oicha, le Docteur Mukokoma ainsi que les Pères Assomptionnistes Edmond Kisughu, Jean Pierre Ndulani et Anselme, tous trois prêtres à la paroisse Notre Dame des pauvres de Mbau, n'est qu'un échantillon de plus de 2 500 personnes déportées et portées disparues dans la jungle contrôlée par les ADF jusqu'à décembre 2019.¹⁰⁹

Il est à noter que les mois de novembre et décembre 2019 ont été les plus meurtriers en territoire de Beni. Plus de 200 civils ont été massacrés à la machette, hache, gourdins et armes à feu par les ADF. C'est la première fois depuis juin 2017, qu'une série des massacres d'une telle ampleur est enregistrée dans cette partie du pays. C'est également le mois le plus meurtrier depuis celui de novembre 2014, au cours duquel 149 civils avaient été massacrés dans différentes entités du territoire et ville de Beni au Nord-Kivu. La plupart des massacres commis en novembre 2019, ont eu lieu sur la route entre Beni et Eringeti, dans la partie Ouest de la Route Nationale numéro 4.

Il est noté que ces vastes et cruels massacres sont une réponse aux opérations militaires foudroyantes déclenchées par les Forces Armées de RDC

¹⁰⁹ Entretien avec Paluku Kandu., *Loc. cit.* Après la mort due à une crise de diabète, les deux autres pères assomptionnistes avaient été tués publiquement, suite à leur refus à se convertir à l'Islam et à l'idéologie islamiste développée dans le bastion des ADF dans le territoire de Beni.

(FARDC) en octobre 2019, dans le cadre des opérations Sokola I et qui ont conduit au démantèlement de nombreuses bases des ADF. C'est le cas de la conquête, en décembre 2019, de « Mokongo-ya-Nkoba » sur l'axe Madina et Mapobu, l'un des centres névralgiques des ADF Ougandais et, finalement du quartier général de Madina et de ses environs, en janvier 2020.

Ces massacres des populations civiles ont provoqué d'importantes manifestations dans les grandes villes du pays à partir du 22 novembre 2019, principalement dirigées contre la Mission de l'ONU en RDC (MONUSCO), accusée de passivité. Son camp de Boikene, à Beni, a été en partie détruit par les émeutiers. La répression de ces manifestations a, à son tour, fait 9 victimes civiles dans les villes de Beni et Butembo. Au moins un de ces civils semble avoir été tué par un casque bleu malawite de la Brigade d'intervention de la Force de la MONUSCO (FIB).

En outre, tout au long de la présente réflexion, il a été démontré le doute des Nord-kivusiens, lorsque les islamistes ADF massacrent les populations civiles en territoires de Lubero et Beni, à quelques mètres des installations de la MONUSCO et des FARDC, démontrant ainsi leur passivité, pourquoi pas leur complicité, devant les massacres de Beni. Plusieurs fois, il a été fustigé l'implication avérée des réseaux d'officiers rwandais, ougandais, onusiens de la MONUSCO et d'hommes forts incontrôlés des FARDC, certains officiels politiques congolais et d'ONG internationales, dans les activités criminelles d'exploitation illégale, du commerce illicite, de la fraude et de la contrebande minières. La complicité est donc totale et, les complices viennent de tout bord.

Un officier supérieur onusien indien, en fin mandat dans la ville de Goma au Nord Kivu, ne déclara-t-il pas : « No Nkunda no job » ? Le constat au Nord-Kivu est que, la mission des Nations Unies au Congo-Kinshasa, la MONUSCO, se préoccupe moins de la sécurité des populations civiles locales car, plus la crise perdure, plus son mandat est prolongé et plus le business prospère. Emile Bongeli Yeikelo Ya Ato en renchérit : « la RDC a été soumise à des agressions et à des guerres civiles commanditées par l'Occident, avec l'appui des Nations Unies dont l'obscur présence militaire au pays (MONUC

devenue MONUSCO) opère selon le fameux principe « No war in DRC, no job », ¹¹⁰

Les violences à Beni sont, une entreprise du « peace business », savamment développée par des vastes réseaux criminels, armés et non-armés, nationaux et transnationaux, soutenus en partie, par certaines puissances capitalistes, à travers leurs firmes multinationales, les véritables régulateurs de l'économie politique du « système-monde ». ¹¹¹ Au Nord-Kivu, « La forme moderne de la violence, c'est l'économie ». ¹¹²

La fin des violences à Beni, nécessite finalement un sens élevé de patriotisme contre les instincts pécuniaires locaux, expansionnistes des voisins et des puissances néo-impérialistes occultes qui utilisent les réseaux armés et non-armés, aux fins de garder pour toujours cette partie du pays en aire désorganisée et balkanisée, c'est-à-dire, en état de « non-Etat », afin de perpétuer une économie politique des guerres de tous contre tous et, de tous contre les immenses et stratégiques ressources naturelles congolaises.

Dans ce corpus, il a été démontré l'omniprésence des certains militaires des Forces Armées de la RDC, issus des anciens mouvements rebelles dans l'émergence de cette économie politique des guerres et dans l'immobilisme et la passivité face aux violences de Beni. Relever hors de cette partie du pays, tous les régiments et les commandants issus des ex-mouvements rebelles pro-Rwanda-Ouganda, reste l'une des recettes appropriées pour penser endiguer les massacres récurrents dans ce coin du Congo-Kinshasa.

¹¹⁰ BONGELI Y. A. E., *Mondialisation, l'occident et le Congo- Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2011, pp.138 et 181.

¹¹¹ *Ibidem*, pp. 138 et 222. Il s'agit d'un système regroupant, d'une part, l'Occident et ses alliés et les pays soumis à la domination, d'autre part.

¹¹² BONGELI Y. A. E., « Politique et développement », dans *Analyses sociales, Laboratoires d'Analyse Sociales de Kinshasa*, Volume spécial reprise, numéro unique, Kinshasa, Octobre 2019, p. 16.

A cette recette, s'invite non seulement l'identification rationnelle et objective des populations en mouvement entre le Sud de la province du Nord-Kivu et les régions de Boga et Tchabi, en territoire d'Irimu de la nouvelle province de l'Ituri, mais également et surtout, la révision du mandat de la MONUSCO et l'instauration d'un Tribunal international pour les massacres à Beni. C'est qui élaguera du chef des populations victimes de ces violences terroristes, l'idée d'une conquête d'un espace vital, au profit d'un « Etat-Tampon », un déversoir du trop-plein rwandais à l'Est du Congo-Kinshasa, soutenu par la communauté internationale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BERGHEZAN G., « Forces armées de République Démocratique du Congo : le chaos institutionnalisé ? », Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, janvier 2014.
- BONGELI Y. A. E., « Politique et développement », dans *Analyses sociales, Laboratoires d'Analyse Sociales de Kinshasa*, Volume spécial reprise, numéro unique, Kinshasa, Octobre 2019.
- BONGELI Y. A. E., *Mondialisation, l'occident et le Congo-Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 2011.
- BUCYALIMWE M. S., *La guerre dite « Kanyarwanda » au Nord-Kivu (RD Congo): qu'était-ce ? Mensonges et vérité*, Publications du PANADI-Série CES/Etudes, Kinshasa, 2013.
- Déclaration de Nzekuye François du 10 février 2016 à l'émission Dialogue entre congolais, Radio Okapi, RDC.
- DOMINIC J., « Les sables mouvants: L'exploitation du pétrole dans le Graben et le conflit congolais », Rapport Pole Institute, Goma, mars 2003.
- Entretien avec Kule Katsuhire autour des massacres dans le territoire de Beni ainsi que la lutte et la contrebande minière dans le Grand Nord de la province du Nord Kivu, Butembo, septembre 2015.
- Entretien avec M. Beryck Kasereka Vagheni., Président de la cellule de Recherche au CAPE-Grands Lacs, une ONG œuvrant dans le domaine de protection de l'environnement dans le territoire de Beni.

Entretien avec M. Kagheni Mbusa., commerçant de Beni et rescapé des horribles massacres de Rwangoma, en séjour à Kinshasa, le 18 août 2016.

Entretien avec M. Kakuru Mukuvi, acteur de la société civile du Nord Kivu, sur le mode opératoire utilisé par les ADF dans les massacres de Beni, Kinshasa, le 14 août 2016.

Entretien téléphonique avec M. Sikumbili Maneno, activiste des Droits de l'Homme dans territoire de Beni, sur les massacres de Rwangoma, 22 août, 2016.

GEC, « Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur. Aperçu de la vie et des opérations d'un mystérieux groupe armé djihadiste », Centre de coopération internationale, Université de New York, Novembre 2018,

GEC, « Massacres à Béni : Violence politique, dissimulation, et cooptation », septembre 2017.

Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 du Conseil de sécurité », S/2016/644, Annexe 57.

<http://benilubero.com/lheure-des-revelations-sur-lassassinat-du-pere-vincent-machizi-et-les-massacres-de-beni/>

<http://benilubero.com/lheure-des-revelations-sur-lassassinat-du-pere-vincent-machizi-et-les-massacres-de-beni>.

<http://www.echosdafrique.com/20150214-nord-kivurdc-le-jihadisme-une-realite-incontestable-et-un-danger>.

International Crisis Group, « L'Est du Congo: La rébellion perdue des ADF-NALU », Rapport de l'ICG, dans *Briefing Afrique* n°93, Nairobi Bruxelles, Décembre 2012.

KÄ MANA, *Décrypter la tragédie de Beni pour penser les conditions d'une paix heureuse dans la Région des Grands Lacs*, Pole Institute, Goma, le 17 août 2016.

Kahindo Mwanando Docile, Secrétaire permanent du CAPE-Grands-Lacs, entretien réalisé à Kinshasa, le 13 août 2016.

- KAKULE V. E., Entretien organisé sur les stratégies de recrutement des jeunes par les Imans des différentes mosquées de la ville de Goma, Goma, le 22 juillet 2018.
- KAMATE B. et PALUKU K. J., « Mémoire de l'Association Culturelle Nande adressé à l'honorable Président de l'Assemblée Nationale sur les massacres des populations civiles Nande en Territoire de Beni et de Lubero dans la province du Nord-Kivu », Kyaghandanda-Kinshasa, mars 2016.
- KASEREKA M. R., « Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : Cas des territoires de Beni-Lubero », Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Université de Gent, 2010.
- KASEREKA M. R., « Dynamiques locales et pressions extérieures dans la conflictualité armée au Nord-Kivu : Cas des territoires de Beni-Lubero », Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Université de Gent, 2010.
- KAVOTA O., « Bulletin d'information de la société civile du Nord-Kivu », 25 juillet 2012.
- KAYENGA E., Entretien sur la recrudescence des massacres dans le territoire et ville de Beni ainsi que dans le sud du territoire de Lubero au Nord Kivu, Goma, du 25 août 2016.
- KIBEL'BEL O. N., *République Démocratique du Congo : Histoire d'une guerre des frontières avec trois voisins*, L'Harmattan, Paris, 2006.
- KIHANGI B. K., « L'exploitation du pétrole du Lac Edouard et la loi environnement en République Démocratique du Congo », Goma 2011.
- La résolution 1952 (2010) du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 28 Novembre 2011 et le Règlement d'exécution (UE) n°7/2012, dans *Journal Officiel de l'Union Européenne*, 7 Janvier 2012.
- LAYINGA F., « Le pétrole du parc Virunga : potentiel de conflits et enjeux géopolitiques pour la RDC », disponible sur http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1053_fr.html, Kinshasa, 2015.

Le segretain Claire, « Un assomptionniste congolais assassiné en RD. Congo », disponible sur <http://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Un-assomptionniste-congolais-assassine-RD-Congo-2016-03-21-1200748111>.

Les Coulisses, « Le jihadisme, une réalité incontestable et un danger », dans *Les Coulisses*, Bimensuel francophone indépendant spécialiste des Grands Lacs, n°273-274 du 20 janvier au 20 février 2015.

Loi N° 011/2002 du 29 Août 2002 portant Code Forestier.

LUGERERO K. J.G., *Les défis, les opportunités et les enjeux de l'économie pétrolière dans le monde, en Afrique et en République Démocratique du Congo*, Supra, note 15.

MBURA M. A., « Etat et violences politiques dans le processus de l'exploitation des ressources naturelles. Le Congo- Kinshasa à l'épreuve des réseaux de prédation minière sous les guerres de « libération-rectification », Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Sciences Politiques et Administratives, FSSAP, Université Pédagogique Nationale (UPN), Kinshasa, 2017.

Moïse M., Entretien avec Secrétaire du Kyaghandanda-Nande de Kinshasa, le 12 aout 2016.

MONUSCO, « Rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme sur les violations du droit international humanitaire commises par des combattants des Forces alliées démocratiques (ADF) dans le territoire de Beni, province du Nord-Kivu, entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2014 », Rapport du BCHNUD, Mai 2015.

MUMBERE I., « Entretien sur la problématique de la présence des ADF dans le Grand Nord du Nord-Kivu et sur leur manière de recrutement », Goma, le 22 Juillet 2018.

MUTINGA M. M., *RD Congo, la République des inconscients. Hier, la guerre des mines ; aujourd'hui la guerre du pétrole ; demain, la guerre de l'eau*, éditions Le Potentiel, Kinshasa, 2010.

- MWAKA B. A., « Conflits, conflictualité et processus identitaire au Nord-Kivu. Comprendre l'institutionnalisation des violences », Thèse de Doctorat en Sciences Politiques et Administratives (SPA), EHESS, Université de Kinshasa, 2010.
- Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité », S/2015/19, 12 janvier 2015.
- NTUBA J., « Entretien sur l'islamisation du mouvement ADF dans le territoire de Beni », Goma, le 17 et 18 Juillet 2018.
- ONU, La résolution 2078 du Conseil de sécurité de l'ONU (2012) », S/2013/433, le 19 juillet 2013.
- ONU, Rapports du Groupe d'Experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, S/2011/738, paragraphe 59 et S/2012/843, §107.
- Ordonnance n°10/044 du 18 Juin 2010 portant approbation du Contrat de Partage de Production conclu entre la RDC et SOCO.
- PALUKU N., « Rapport sur les massacres de la population de Beni ville et territoire, un complot orchestré », Rapport de la Convention pour le Respect des Droits de l'Homme (CRDH), Oicha, Septembre 2015.
- Rapport de Groupe d'Etude sur le Congo (GEC), « Qui sont les tueurs de Beni ? », Rapport d'enquête N°1, Mars 2016.
- Rapport de la Convention pour le Respect des Droits de l'Homme (CRDH), Oicha, Septembre 2015.
- RIGAUD C., « République Démocratique du Congo : Le Daesh et les ADF se rapprochent au Nord-Kivu », disponible sur <http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-daesh-et-les-adf-se-rapprochent-au-nord-kivu/>
- ROMKEMA H., « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en RDC : cas des FDLR, FNL et ADF/NALU », dans *Conflict et Transition*

consultances, Rapport Banque Mondiale, Washington, Juin 2007.

RUGUSHA V., *Rôles et stratégies de la société civile en République Démocratique du Congo: bilan et perspectives à partir de l'expérience du Sud-Kivu*, Presses universitaires de Namur, Namur, 2005.

RUSAMIRA E., « La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective », dans *Afrique contemporaine*, n°207, 2003/3.

TILOUINE J. et MADJID Z., « Etat islamique revendique sa première attaque en République démocratique du Congo », dans *Le Monde*, 19 avril 2019. Disponible sur le site https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/19/en-rdc-l-etat-islamique-revendique-sa-premiere-attaque-et-l-etablissement-d-une-filiale_5452690_3212.html